

Presse francophone en Afrique de l'Ouest

Expériences et Réflexions de pionniers

Par Gérard Guèdègbé



© Droits d'auteur Konrad-Adenauer-Stiftung 2019

Aucune partie de ce livre ne peut être reproduite de n'importe quelle manière sans l'autorisation écrite de l'éditeur et des auteurs des articles qui figurent dans ce livre, sauf dans le contexte des revues.

Publié par Konrad-Adenauer-Stiftung Media Programme Sub-Sahara Africa.

Johannesburg

République d'Afrique du Sud

Mise en page et conception par J Adamson Design

Imprimé par United Litho, Johannesburg, Afrique du Sud

ISBN 978-0-620-85074-2

Tables des matieres

Préface - Christoph Plate	4
Introduction - Gérard Guèdègbé	5
Eugénie Rokhaya Aw N'diaye « Si une femme leader n'a pas ses pieds dans la boue, ce n'est pas un leader »	7
Jérôme Tovignon Carlos « Je crois que notre génération a échappé à la dictature de l'argent »	12
Diomansi Bomboté « Le rôle des médias est d'établir un équilibre entre le pouvoir et les citoyens »	17
Irène N'Guessan Bath « La jeune génération ne doit obtenir ses lauriers que par la qualité du travail qu'elle produit »	21
Sada Kane « La plus importante de toutes les qualités que peut développer le journaliste, c'est la rigueur »	27
Cheick Mouctary Diarra « Si votre vérité est inattaquable, vous êtes à l'abri »	32
Souleymane Diallo « La corruption a fait des ravages énormes dans les médias »	37
Souley Issiaka « Avec l'avènement du numérique, nous sommes obligés de repenser le rôle du journaliste »	41
Dorothée Dolibe Tabiou épouse Ibrahima « Pour être compétent il faut apprendre, il faut se former et aujourd'hui les possibilités existent »	45
Notes	49

Pour comprendre le présent, il faut la connaissance du passé. Cela vaut également pour la presse francophone dans certains pays d'Afrique de l'Ouest. Dans les années qui ont suivi la décolonisation, les gens ont fait du journalisme, la majorité d'entre eux se voyant comme des chercheurs de la vérité. Certains d'entre eux sont très vite entrés en conflit avec le pouvoir.

Tous n'étaient pas des apologistes des régimes respectifs, certains essayaient de se cacher pour passer, d'autres allaient en prison ou en exil pour leurs convictions morales et leurs principes journalistiques.

Lorsque, dans les années 1990, un bouleversement démocratique a balayé de nombreux pays africains, c'étaient les journalistes qui ont fait pression en faveur de la liberté d'expression, qui ont accompagné de manière critique les discussions sociales et qui se sont attaqués aux erreurs du passé - souvent dictatorial.

L'état du journalisme, comme l'écrit notre auteur Gérard Guèdègbé dans son avant-propos, est souvent déplorable aujourd'hui. Le journalisme est mal interprété comme de la propagande et ceux qui se sentent liés aux principes journalistiques ont du mal à s'y retrouver. C'est pourquoi cette publication montre qu'il y a toujours eu en Afrique de l'Ouest des personnes qui ont pris au sérieux l'importance du journalisme en tant que compagnon essentiel des développements sociaux et politiques. Les temps anciens ne sont pas idéalisés, mais ils nous rappellent que le journalisme passionné est un bien précieux.

KAS Medias Afrique remercie Gérard Guèdègbé pour ce travail de pionnier et remercie tous ceux qui ont contribué au succès de cette publication, en particulier nos collègues du bureau KAS à Abidjan.

Christoph Plate, Directeur KAS Médias Afrique



A la source des anciens porteurs d'eau

Les journalistes africains sont-ils encore aujourd'hui en harmonie avec leur public en ce qui concerne l'accomplissement de leur mandat de chien de garde de la démocratie ? Ou bien sont-ils aujourd'hui devenus ce que Richard G Jones, JR., Ph.D décrit comme étant « des chiens de compagnie ou des chiens d'attaque » aux côtés des dirigeants. Il n'y a qu'à écouter les bruits de mâchoires des citoyens pour s'en rendre compte. Les journalistes sont vus comme des acteurs corrompus, frappés de déficience professionnelle ou dépourvus de conscience de la mission que revêt leur métier. Il est clair qu'aujourd'hui existe une crise de confiance entre le journaliste et son public. Ce dernier voit chaque matin, à travers les livraisons de la presse, son intérêt de moins en moins pris en compte. Le citoyen continue de nourrir le rêve d'une presse indépendante animée par des journalistes bien formés capables de leur fournir des informations d'intérêt public destinées à éclairer leur choix démocratique ou à les aider à participer qualitativement au développement de leur nation.

Dans ce contexte, chercheurs en développement des médias, gestionnaires, leaders des médias, journalistes, chacun y va de ses réflexions et analyses pour tenter d'expliquer les raisons profondes de la baisse de qualité du journalisme.



La situation en Afrique de l'Ouest n'est guère reluisante. Certaines raisons évidentes relevées au chapitre des difficultés constituent les racines du problème. Il s'agit entre autres d'un environnement peu favorable à la liberté d'expression : le manque de ressources matérielles, humaines et financières ; le manque de formation des journalistes, des responsables éditoriaux et des gestionnaires des entreprises de presse ; les pressions politiques, le harcèlement fiscal, pour ne citer que ces entraves-là. Beaucoup de voix s'élèvent pour dénoncer le manque de professionnalisme et de crédibilité des journalistes ouest-africains. S'il est vrai que chacun de ces facteurs participe à la dégradation du niveau d'efficacité du journalisme, la question de la formation paraît le défi le plus important à relever. La formation du journaliste, qu'il soit au début comme au milieu de sa carrière, a besoin d'être structurée et continue de sorte à accompagner et à soutenir le professionnel des médias tout au long de son parcours.

La formation continue, c'est justement la raison d'être de ce livre intitulé : « Presse francophone en Afrique de l'Ouest : Expériences et Réflexions de pionniers »

C'est un petit recueil de témoignages qui rassemble des expériences vécues, racontées par des journalistes de la presse francophone d'Afrique de l'Ouest qui ont apporté une contribution remarquable à la promotion de la liberté de la presse et à l'enracinement de la démocratie dans leurs pays respectifs¹.

Je voudrais rendre hommage et remercier infiniment ces hommes et femmes, pionniers de la presse qui se sont gracieusement prêtés à l'exercice de partage d'expériences et de réflexions afin que les journalistes de la jeune génération y trouvent une sève nourricière qui leur permettra de grandir et de demeurer robustes de santé dans leur carrière. Nous aurions pu ajouter à cette riche collection d'autres figures importantes de la presse francophone si leur manque de disponibilité n'avait pas été un handicap opérationnel pour cette ambition.

¹ C'est avec grand regret que nous avons appris le décès de Cheick Mouctary Diarra, un de nos contributeurs, le 1er avril 2019

Je voudrais également dire ma gratitude et mon appréciation à Mikaila Issa du Sénégal, Kadiatou Sow de la Guinée, Maxime Domegni du Togo et Chiaka Doumbia du Mali. Ils ont été d'un appui significatif dans la réalisation des entretiens dans leurs pays respectifs.

Concevoir un projet d'une telle envergure est une étape, mais trouver un partenaire crédible et disponible pour porter le projet à son aboutissement reste une autre paire de manche. C'est pourquoi, je voudrais remercier très sincèrement la KAS Médias Afrique qui promeut des médias libres et indépendants en tant qu'élément crucial de la démocratie dans les pays d'Afrique subsaharienne.

Je reste fermement convaincu que les journalistes et bien d'autres acteurs de la presse d'Afrique de l'Ouest et bien au-delà tireront dans les lignes de cet ouvrage des enseignements issus des expériences riches et diversifiées de professionnels chevronnés souvent peu valorisés ou parfois même oubliés par la mémoire collective.

Gérard Guèdègbé,

Expert en Stratégies Média et Communication
Cotonou, Bénin

Senakpon Gerard Guedegbe est expert – formateur en journalisme et communication stratégique au Bénin depuis plus d'une quinzaine d'années. Dès l'été 2006, il a été recruté par le Forum Africain des Journalistes d'Investigation (FAIR) en tant que mentor des journalistes d'investigation pour les médias francophones d'Afrique. Il a une expérience journalistique très active et a co-écrit des chapitres de manuels de journalisme d'investigation FAIR. Il s'est avéré être un vecteur déterminant de techniques et de pratiques de journalisme d'investigation. Il travaille depuis peu avec des ONG africaines et des organisations politiques de premier plan pour promouvoir l'utilisation de la communication stratégique et du marketing politique pour un meilleur positionnement dans l'espace politique. A ce titre, il a facilité une série de formations au profit des organisations partenaires de la Konrad-Adenauer-Stiftung dans plusieurs pays. Il conduit également des travaux de recherche sur le journalisme et la communication politique en Afrique.

@senakpon

Eugénie Rokhaya Aw N'diaye

Sénégal

« Si une femme leader n'a pas ses pieds dans la boue, ce n'est pas un leader »

Qui est donc ...Eugénie Rokhaya Aw N'diaye ?

Se faire embaucher pour travailler aux côtés de femmes qui vivent le calvaire dans le commerce du poisson, puis se retirer brusquement pour mettre le vécu sur papier. Une enquête qui a fait boom et qui est révélatrice de l'audace d'Eugénie Rokhaya Aw N'diaye. Ne devient pas directrice du CESTI qui veut.

L'adolescente, qui démarre déjà dans la presse montre par son look garçon manqué et sa fougue, sa passion et la foi qu'elle a en ce métier. C'est une femme, dans un milieu qui n'est guère facile pour la gent féminine, qui vient bousculer les clichés et la hiérarchie. Elle prend fait et cause pour ses sœurs dans ses reportages, parcourt le monde sur des terrains pas toujours faciles – le Cambodge, la Bosnie – et s'intéresse même aux questions religieuses, notamment à travers la Conférence des Eglises d'Afrique dont elle devient la responsable de communication pour les pays francophones.

D'expériences en consultations, elle se retrouvera à la tête du Centre d'études des sciences et techniques de l'information (CESTI) à Dakar pendant six ans au cours desquels elle initie deux modules : Médias, paix et sécurité en Afrique, et Médias, genre et sécurité en Afrique.

N'étant pas passée par une école de journalisme, c'est son goût de l'effort et sa passion qui la positionnent assez tôt sur le panorama de la presse, avec des débuts au journal Le Soleil. Elle sera éjectée de l'organe dont elle ne sera pas en accord avec la ligne éditoriale.

Des missions pour le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) l'amènent à voyager en Afrique et notamment au Rwanda, peu de temps après le génocide. Son mémoire, pour son PhD, en 2001, porte sur les « Paroles de femmes rwandaises, de la culture du génocide à la culture de la paix, 1994-1999 ».

L'ambassadeur de France Nicolas Normand lui a remis, en mars 2011, les insignes de chevalier de la Légion d'Honneur.



Comment avez-vous géré votre relation avec le monde des pressions : politique, économique, religieuse etc. ?

En 1975, j'ai eu quelques soucis politiques et on m'a gentiment mise à la porte du quotidien Le Soleil puisque, comme il était dit dans ma lettre de licenciement, j'avais une idéologie contraire à l'idéologie de la ligne du journal. C'était intéressant encore une fois parce que ce n'est pas le directeur qui a signé la lettre. En fait, c'est le directeur des services administratifs qui a accepté ma lettre de licenciement. Le directeur général qui était membre du bureau politique de l'Union progressiste sénégalaise du Parti socialiste n'a jamais voulu admettre, mais absolument jamais. Je pense que tout le monde avait une certaine affection pour

moi parce que je n'ai jamais demandé de faveur. Je n'ai jamais dit : je suis malade. Je me souviens : j'ai failli accoucher au journal. La veille de mon accouchement, j'avais fait une enquête qui avait eu un retentissement extraordinaire. C'est une enquête sur les femmes transformatrices de poissons qui travaillaient dans les usines de transformation de poisson, qui étaient dans des conditions vraiment infrahumaines.

Comment avez-vous pu mener une telle enquête à l'époque ?

Je me suis fait embaucher à l'usine et j'ai travaillé avec ces femmes. Et un beau jour, j'ai disparu pour écrire mon papier. Et à l'époque, j'étais enceinte. Donc je comprenais d'autant plus ce qu'elles vivaient. Et ce que j'ai fait, c'est aussi pour ça qu'on m'a fichue à la porte. Ces gens ont compris ce que je faisais aussi parce que j'étais très engagée politiquement. Mais c'était l'époque du parti unique. Donc on s'organise autrement politiquement. Je revenais régulièrement voir les femmes pour parler avec elles. Et quand l'article parut, évidemment je ne pouvais plus aller les voir sur leur lieu de travail parce que j'étais interdite d'accès à Pikine Guédiawaye. Mais je suis parvenue à trouver le moyen et j'ai commencé à organiser des cours d'alphabétisation avec elles. J'ai même entraîné quelqu'un qui aujourd'hui est connu et qui est acteur politique. Mais ce qu'il y a eu d'intéressant, à propos, pour revenir à cet article-là, c'est que la personne qui m'encadrait a retravaillé l'article et les patrons de l'entreprise ont débarqué au journal Le Soleil. Donc, on me demande gentiment, en promettant monts et merveilles, de faire un démenti à propos de l'article. Et quand ils ont vu que je résistais, ce fut des menaces. Donc voilà, c'est quelque chose qui m'a vraiment marqué et dont je suis assez contente, parce que c'est là aussi que vous touchez du doigt ce que vivent les gens au quotidien. Par la suite, quand j'ai quitté Le Soleil en 1975, je suis restée sans travailler. On m'a proposé du travail mais je suis partie parce que je savais qu'on venait m'acheter, me récupérer politiquement, car que je l'ai appris par quelqu'un qui justement était en politique. On avait dit à la personne qui m'avait recrutée de me promettre monts et merveilles. Ce qui était intéressant, c'est que cette personne m'invitait régulièrement à un dîner mais jamais à un déjeuner. Je n'y suis jamais

allée parce que j'avais compris le jeu et parce qu'on m'avait avertie.

Comment aviez-vous fait pour tenir bon ?

J'avais un objectif. J'avais décidé coûte que coûte de tenir cet objectif. Quand je suis devant une difficulté, ça me galvanise. Je n'ai pas peur et quand il arrive que j'aie peur, je ne le montre jamais. Au contraire tout le monde me prend pour une femme dure.

Est-ce que pour vous, aujourd'hui, cette perception qu'on a vis-à-vis des femmes a évolué dans le monde des médias ?

Ça évolue, mais très lentement dans tous les métiers publics, en particulier les métiers de journalisme. Moi je dis toujours : la violence contre les femmes journalistes commence dans les salles de rédaction. Les propos qui sont utilisés, les termes expriment cette forme de violence que je dénonce. Je ne dis pas que les femmes soient systématiquement des victimes, ce n'est pas vrai. Je trouve qu'il y a quand même beaucoup de progrès. Les femmes sont de plus en plus sur le terrain même dans des situations difficiles. On voit de plus en plus de femmes tenir des rubriques politiques et économiques. Il y en a encore peu, mais de plus en plus. Ce que je dis aussi, c'est que nous-mêmes, nous sommes nos propres victimes. C'est-à-dire la manière dont nous sommes socialisées fait que nous rentrons aussi dans des schémas qu'on a dressés pour nous. Et puis, le gros défaut ici surtout au Sénégal, c'est que les femmes n'aiment pas s'organiser collectivement. Les femmes journalistes pensent toujours qu'elles vont s'en sortir toutes seules. Encore une fois, c'est inné. Si on veut que les choses changent, il faut qu'on y aille de manière solidaire, de manière collective. L'union fait la force.

Quelle histoire vous a le plus marquée au cours de votre carrière ?

Je me souviens qu'on avait fait un gros travail de terrain. On avait décidé d'aller danser. N'oubliez pas ce que je vous ai dit de mes rapports avec mes confrères. Et tout d'un coup, il y en a un qui s'arrête, qui me regarde et qui me dit : « Mais Eugénie, est-ce que tu sais que c'est maintenant que je réalise que tu es une femme ? ». Ça m'a fait éclater de rire, je dis : c'est parfait. Donc il y a plein de petites

choses comme ça. Je me souviens, je devais aller en Zambie. On me dit que je dois aller en Zambie, alors que je suis au Burkina Faso. Je dis que je n'ai que des CFA, je n'ai pas de visa. C'était l'époque où on a expulsé les ouest-africains. Qu'est-ce que je fais ? Je vais à la banque pour changer mes CFA, on me dit que ce sont de faux CFA. On ne peut pas changer. Je garde mes billets, mes CFA faux. Et puis, je prends l'avion. J'atterris à Lusaka sans visa avec mes faux CFA. Les gens se disent : « Elle est folle, cette fille ». Donc j'arrive, petite, sans visa. C'était complètement dingue. On m'envoie encore au responsable de l'immigration. Alors, je lui explique que mon patron m'a demandé de le rejoindre. C'est une conférence qui va se dérouler à l'évêché. Il me prend mon passeport et me dit que lui-même va m'emmener là-bas. Mais franchement, ce que je faisais était tellement culotté que ça marchait toujours.

Quelle contribution significative ou quel impact pensez-vous avoir apporté au monde du journalisme ?

Je pense d'abord que c'est simplement le fait d'avoir tenu bon partout où je suis passée. En fait, l'une des choses qui peuvent faire ma force aussi, c'est que je me mets toujours en situation d'apprentissage. Je peux fonctionner n'importe où, n'importe quand, dans n'importe quelle situation. Donc je peux très vite me réadapter. Avec les hommes et les femmes, j'arrive à trouver des solutions aux situations qui peuvent être difficiles ou délicates. Je peux m'organiser et travailler seule comme travailler en équipe. Si vous arrivez à démontrer aux jeunes hommes et femmes que s'ils peuvent faire les choses, vous arriverez à les accompagner; ils se sentiront en confiance. J'apprends aux gens à découvrir leur potentiel, les savoirs, les connaissances qu'ils ont à l'intérieur d'eux-mêmes. J'adore la formation, la recherche, c'est vraiment la chose que j'aime faire le plus. J'essaie de déconstruire aussi mon parcours de manière à montrer qu'eux aussi peuvent faire un certain nombre de choses, qu'ils ont la force en eux pour le faire. Je dis toujours : si une femme leader n'a pas ses pieds dans la boue, ce n'est pas un leader. Il faut vraiment qu'on ait de l'expérience avec les personnes qui sont les plus défavorisées, les plus souffrantes.

Comment voyez-vous la pratique du journalisme au Sénégal ou en Afrique dans quelques années ?

D'abord, je pense que la pratique du journalisme va changer radicalement. On le voit avec les technologies de l'information et de la communication, avec les réseaux sociaux. On le voit aussi à partir du journalisme citoyen. Alors ce qui se passe, c'est que nos collègues de la presse dite traditionnelle ont beaucoup de mal à franchir le pas, beaucoup de mal à réinventer leur pratique du journalisme. Je trouve ça un peu dommage parce qu'ils se privent de beaucoup de choses. Regardez à quel point les mouvements citoyens ont réussi à capter tout ce qu'il y a de positif au niveau des réseaux sociaux pour faire de la mobilisation, pour faire les choses de manière différente. Mais justement, il faut utiliser ces moyens que l'on a. Il faut travailler de concert avec les journalistes citoyens. Si on veut éviter les dérives, eh ben justement il faut les former. Il faut leur donner nos valeurs d'éthique et de déontologie. C'est un point pour moi qui est important. La formation et l'information d'une autre manière. Tout le monde devrait avoir accès à l'information. Parfois en Afrique francophone, on fait face à des journalistes qui sont devenus des maîtres chanteurs. C'est vrai qu'il y a un problème de moyens. On n'a pas vraiment d'économie des médias. On n'a pas de modèle économique au niveau des médias, mais je crois qu'avec de l'imagination, justement en utilisant les technologies de l'information et de la communication, on peut trouver une solution. Une chose également qui me décourage et qui me désole, c'est le fait qu'on ait aujourd'hui des journalistes touristes ou des touristes journalistes, des gens qui captent toutes les réunions dans le monde qui peuvent exister. Tu te demandes quand est-ce qu'ils produisent. Je pense que c'est un travail qui doit être fait au niveau de la professionnalisation. On n'est pas suffisamment patron de nos médias. Et puis évidemment la question des femmes toujours et toujours. Mais je pense qu'on oublie souvent que nos indépendances sont encore très jeunes. Nous sommes encore très jeunes en matière de formation de l'Etat, en matière de journalisme. Je pense en particulier aux radios communautaires. A un moment, j'ai été présidente de l'Association mondiale des radiodiffuseurs communautaires

et j'ai vu en Afrique comment ça a été. Quand j'ai commencé à travailler à ce niveau en 1992, ils ont organisé une première rencontre pour mettre en place un petit réseau. On était douze. A la fin de l'apartheid, il y avait à Johannesburg, 2000 radios communautaires, c'est extrêmement rapide, avec des gens très imaginatifs. Je pense qu'il faut qu'on arrive à les développer un petit peu plus. Malheureusement, ce sont des médias de seconde ou de troisième catégorie. Et dès qu'ils ont de la formation, ils s'en vont dans la presse dite traditionnelle reconnue. Mais je pense qu'il y a un gros effort à faire sur les radios. Un autre défi qu'on va avoir à relever de plus en plus. Attention ! Pour moi, un journaliste, un journal n'est pas là pour faire du développement. Nous sommes là comme des gens qui stimulent les consciences, qui stimulent les choix des communautés, des populations. Nous leur apprenons à choisir. Vous êtes bien informés ; en toute conscience, alors, vous faites votre choix, vous êtes des citoyens. Aujourd'hui on parle du journalisme de paix. Mais on oublie que quand on décrit le journalisme de paix, on s'en fout de ce que doit être le journalisme. Aller à la source des événements, à la source de l'histoire, etc., pour faire comprendre aux communautés comment un conflit émerge. Ce sont quelques voies sur lesquelles nous devons travailler. Et j'espère qu'un jour on ne dira plus « femmes journalistes », « hommes journalistes » mais « journalistes » tout court, en incluant les autres parce qu'on serait inclusifs.



Jérôme Tovignon Carlos
Bénin

**« Je crois que notre génération a échappé à
la dictature de l'argent »**

Qui est donc ...Jérôme Tovignon Carlos ?

Apôtre acharné de la pensée positive, Jérôme Carlos jouit d'une santé à faire pâlir des quadras. L'ancien recordman du saut en hauteur de son pays continue de s'entretenir de façon régulière. Une mise à jour qu'il offre aussi à sa plume, qui depuis plus de 50 ans n'est pas lassée de produire : œuvres littéraires, chroniques, consultations au niveau international.

Le journaliste, écrivain et historien, cofondateur de la radio privée CAPP FM à Cotonou, a vu son chemin tracé dès l'enfance où son père, fonctionnaire de l'imprimerie nationale, l'amenait à lire les journaux. Très jeune, il bénéficie d'une bourse pour étudier en Yougoslavie grâce à ses écrits mais préfère rester pour passer son bac. Plus tard, il fait valoir son talent en tant qu'enseignant, avant d'être porté au ministère de la Culture comme directeur des Musées, archives et bibliothèques. Il s'attire entretemps les foudres du régime marxiste-léniniste jusqu'à la goutte d'eau de trop ; le refus de publier, en tant que désormais directeur général de l'ONEPI qui abrite le quotidien public, une version « officielle » d'une affaire de mœurs au sommet de l'Etat. C'est l'exil entre autres au Sénégal et en Côte d'Ivoire.

Sénégal, France, Côte d'Ivoire, une vie nomade qui fait grandir son nom dans la presse à travers les publications en freelance et les organes qu'il dirige, sans oublier ses nombreux livres.

Il reviendra dans son pays avec l'avènement de la démocratie dans les années 90. Aujourd'hui expert des questions politiques et d'éducation, directeur de radio CAPP FM à Cotonou où il forme des générations de journalistes, Jérôme Carlos passe progressivement la main à ses collaborateurs tout en demeurant disponible pour aider sans compter, sur le plan intellectuel et sur plusieurs autres plans, les plus jeunes.

Vous particulièrement, on vous a vu beaucoup plus au service de ce que vous aimez le plus : la formation du capital humain. Pourquoi ?

J'ai compris très tôt que ceux qui ont des positions privilégiées doivent s'obliger à défendre les plus vulnérables; à tendre la main à ceux qui demandent secours, à faire en sorte que leur propre bonheur dépende de ce qu'ils font en faveur de ces catégories sociales. Et cela a été une constante chez moi.

Alors, journaliste, peut-on savoir d'où vous êtes parti ?

Oui ! C'est une passion ancienne. D'abord, mon père a dirigé l'Imprimerie nationale du Bénin et donc la maison était remplie de journaux : France Dahomey à l'époque, L'Aube Nouvelle, tous ces journaux-là... et moi je me faisais le plaisir de tout



lire, de tout savoir sur la composition des différents gouvernements en France, etc. Très jeune déjà, je jouais les incollables sur ces choses-là. Et à force de lire les autres, on est tenté d'écrire soi-même. Donc cette vocation s'est révélée très tôt, m'a toujours habité, et j'ai aimé les journaux et aussi être journaliste.

L'aventure dans le monde journalistique est-elle toujours aussi intéressante comme parcours ?

Ce qui a été marquant, c'est qu'en 1973, nous étions en train de soutenir la Révolution marxiste, nos organisations politiques et les petits cadeaux qu'on a eu à nous faire, c'était de nous donner des postes de responsabilité à divers niveaux. Moi le premier poste officiel que j'ai eu, c'est au ministère de la Culture où j'étais nommé Directeur des Musées, archives et bibliothèques. J'ai démissionné une fois et j'ai été nommé par la suite Directeur Général de l'Office National d'Édition de Presse et d'Imprimerie (ONEPI). Je ne suis pas resté longtemps à ce poste puisqu'il y a eu l'incident de 1975 qui s'est soldé par l'assassinat du ministre de l'Intérieur qui aurait été pris – c'est la version officielle – en flagrant délit d'adultère avec l'épouse du chef de l'État. J'ai refusé d'en faire une publication dans le journal comme le souhaitait le régime. Je ne pouvais donc plus rester dans le pays puisque c'en était de trop. J'ai démissionné une fois encore et comme on ne démissionne pas une deuxième fois sous un régime militaire on m'a traité de traître, d'antirévolutionnaire.

Alors, qu'est-ce qui vous a poussé à dire « je ne relaie pas ça » ? Parce qu'étiez-vous sous un régime d'exception ?

Tout à fait. C'est d'abord le souci de défier l'autorité. Et de dire « bon, ça suffit ». J'étais revenu, loyal, en me disant « bon, on fera le travail loyalement », mais méfiant. Loyal mais méfiant (rire).

Ce comportement visait-il à affirmer votre professionnalisme à ce moment-là ?

Si vous l'appellez professionnalisme, peut-être ; mais j'ai surtout affirmé ma défiance. Je ne souhaitais pas que ce régime-là entre dans ces histoires d'assassinat et tout le reste. Ce n'était pas l'idéal auquel nous avons apporté notre caution.

D'ailleurs, c'était clair. La base de notre engagement était d'ailleurs claire. Alors que les leaders disaient « soutien inconditionnel », nous, nous disions « soutien tactique ».

Comment étaient les moments, pour ne pas dire les heures qui ont suivi cette « rébellion » ?

L'incident ayant été provoqué, il fallait tout de suite trouver la belle parade pour sauver sa peau et se tenir à mille lieues [...] (rire). Donc j'ai eu le temps de prévenir mon ami le professeur Tidjani-Serpos. Quand on ne peut pas s'associer à ce régime, on part. Donc le plan était dessiné : c'était d'abord d'atterrir à Lagos au Nigéria, et quelqu'un devait être notre correspondant et réorganiser les choses à partir de là. Nous avons eu le temps de préparer nos épouses parce qu'on les laissait derrière. Moi je laissais mon épouse qui n'est pas béninoise, une Sénégalaise, avec trois gosses ; le jour où je partais, le dernier n'avait que neuf mois. Il a 44 ans aujourd'hui. Donc la préparation psychologique a été faite. A pied, nous avons rejoint la maison de Tidjani-Serpos ; c'est lui qui nous avait donné le gîte, qui avait préparé notre transfèrement. Quand ils ont su après que c'était un vieux de 80 ans qui nous avait hébergés avant notre fuite, il a été arrêté et il est mort sous la torture.

Et à l'époque, quand on était à Lagos, il y avait des communiqués qui nous parvenaient de Cotonou selon lesquels nous étions activement recherchés. Donc, moi, ma décision c'était de continuer pour aller au Sénégal, le pays de ma femme et où j'ai fait mes études supérieures.

Pour moi, ce fut un tournant parce que, arrivé à Dakar en juillet 1975, le problème qui s'était posé à moi, c'était : comment faire pour vivre ? Ce qui s'offrait à moi, c'était de reprendre la craie, enseigner. On me donnait la possibilité tout de suite d'enseigner. J'ai refusé. C'est le journalisme ou rien. (Rire) J'ai proposé des sujets d'enquête, de reportage, pour des journaux, parce que le Sénégal à l'époque, c'était déjà du journalisme de l'ouverture, une expression plurielle. Donc j'ai commencé à faire du freelance, sous le pseudonyme de Modjib Djibril ; c'était des comprimés de guerre, pour continuer le combat (sourire). Et ce sont ces comprimés de guerre qui

amèneront d'autres à prendre contact avec moi et à m'ouvrir d'autres horizons.

Comment se fait-il que chaque matin vous soyez capable d'écrire une chronique ? Pourquoi n'êtes-vous pas fatigué ?

C'est la passion. La passion est un carburant. Quelqu'un qui est passionné est brûlé par un feu. Ne pas le faire c'est commencer à mourir en quelque sorte. Et je crois que sans la passion, quand on veut faire quelque chose et le faire bien et le faire durablement, ce carburant devient indispensable. Pour mes prochaines chroniques, j'ai toujours mes papiers à côté de mon lit pour noter mes inspirations parce que j'ai constaté que quand vous ne notez pas une idée, vous l'oubliez systématiquement, quel que soit l'effort que vous faites.

Quand vous suivez la jeune génération aujourd'hui, n'êtes-vous pas un peu découragé ?

Pas du tout. Je trouve que nous ne faisons pas assez en direction des jeunes. Moi je prends mon téléphone, très souvent, j'appelle des jeunes confrères : « Ah j'ai lu ton article ce matin, c'aurait pu être mieux si tu avais orienté ton analyse dans tel ou tel sens, ou si tu avais exploité un potentiel d'information qui t'a échappé, dont tu n'as pas eu connaissance... »

Et je crois que l'éducation par l'exemple est la meilleure des choses.

Nous le faisons, nous écrivons des articles. Ces articles, une fois qu'ils sont publiés/diffusés, ne nous appartiennent plus, ils nous échappent complètement. Ils deviennent la propriété de tout-le-monde. Par conséquent, les idées que vous développez, le soin que vous avez mis à les mettre sous la forme écrite est très déterminant !

Mais votre notoriété – je l'appelle ainsi – vous l'avez bâtie avec ce travail acharné qui, de mon point de vue, ne nous porte plus aujourd'hui

Moi je dis, nous n'avons pas besoin de faire de sermons, de faire des prêches. Travaillons bien. Et les gens se rendront compte qu'ils doivent travailler bien.

Vous, vous n'êtes pas seulement journaliste, vous êtes surtout un écrivain. Et pour moi c'est fondamental dans le travail du journalisme !

La fondation, c'est d'abord que je suis historien. L'histoire m'a donné le background qui m'a amené à l'écriture romanesque et qui me permet dans la presse de faire la différence. Je suis d'abord historien, fondamentalement. Il y a dans ma culture historique des éléments que les autres n'ont pas. C'est pour ça qu'aujourd'hui, par rapport à mon propre itinéraire, je conseille à tout jeune après une formation en journalisme plus ou moins normale, de faire quelque chose à côté comme le droit, la sociologie, l'histoire... Parce que notre métier de la presse est très vaste. Nous sommes des vulgarisateurs.

Aujourd'hui, la jeune génération de journalistes veut vite faire ce qui prend du temps pour être bien fait. Et cela continue de dégrader pour ne pas dire balafrer l'image de la presse africaine. Qu'en dites-vous ?

J'ai une réponse. Je crois que notre génération a échappé à la dictature de l'argent. Je crois que l'argent a un poids sur les êtres et les choses aujourd'hui en termes d'assujettissement. Quand je démissionnais en 1973, je n'avais pas considéré les petits avantages d'un poste ! Rien ne m'avait retenu comme biens matériels, car il y avait un idéal: ou on est soi-même, ou on n'est rien. Aujourd'hui, je vois plein de jeunes qui sont freinés par l'argent ; qui sont prêts à accepter n'importe quoi ; qui n'ont pas de référence autre que le petit confort qu'on peut se permettre. Je le vois autour de moi. Il y a plein de jeunes qui viennent aujourd'hui dans la profession ! Ils n'ont pas eu cette passion que j'ai eue dans la profession, ce carburant dont je parlais. Ils sont en escale technique en attendant mieux ! Quand on est dans des positions aussi précaires, on survole, on voltige, on ne creuse pas, on n'a pas de racines solides, on flotte. Si vous avez la passion, vous avez des points d'ancrage solides. C'est vous face à vous-même dans le miroir de votre conscience. Mon neveu qui est à côté de moi peut en témoigner ! Le jour où ils sont venus me voir avec une valise d'argent, j'ai juste eu le temps de l'inviter pour qu'il soit témoin : pour la première fois, ils voyaient un monsieur qui leur disait non. La radio Capp FM

fait son petit bonhomme de chemin. Nous n'avons pas beaucoup de moyens ; nous l'avons dit dès le départ : ce qui devient salaire pour chacun de nous, c'est le travail quotidien, l'engagement de chacun au quotidien ; du balayeur au super journaliste de la maison. Nous n'attendons ni subside d'une âme charitable, ni des perfusions. Nous avons démarré très pauvres ! Pendant six ans, sur notre premier site, mon bureau était dans le hall avec la secrétaire et les plantons. Six ans avant d'avoir les moyens de construire un bureau pour le directeur ! Les clients qui venaient, les visiteurs s'adressaient à moi ! Au début, rappelez-vous, c'est Jérôme Carlos qui venait à midi avec la cuisine ! Je préparais, omelettes, igname, du riz !

Dans notre environnement, comment voyez-vous les défis sur lesquels nous devons nous positionner aujourd'hui ?

Il faut prendre conscience, de manière même dramatique, que notre profession va être chamboulée. C'est sûr. Les mutations technologiques qui bouleversent tout aujourd'hui auront un impact certain sur la profession. Si bien que la profession – telle que nous la vivons aujourd'hui, telle que nous la voyons aujourd'hui – sera à la traîne si nous ne faisons pas l'effort d'anticipation. Il faut que par l'intelligence, on puisse déjà envisager la presse africaine pour les années 2050 - 2060. Il faut que dans chaque rédaction il y ait un profil de journalistes sur les problèmes culturels ; sur les problèmes économiques ; sur les problèmes politiques ; sur les problèmes de société ; etc. Ça c'est le premier grand défi.

Par rapport aux fausses nouvelles, nous sommes dans une crise où nous sommes un peu embourbés par des informations plus ou moins modifiées à dessein ou manipulées à dessein. A quel niveau positionnez-vous le journalisme et le journaliste ?

Disons que ce n'est pas nouveau. Il y a toujours eu la rumeur. On nous a toujours appris à l'école qu'on appelle rumeur une information dont la source n'est pas connue. On l'a répété mille et une fois ; et que le travail du journaliste, c'est de vérifier, de recouper, d'authentifier, etc., etc. Ensuite les fuites que les politiques provoquent ou organisent

font partie de cette grande armature de la manipulation ! Et le journalisme par rapport à son rôle dans une société, c'est un pouvoir ! Et chacun veut s'en accaparer, aussi bien ceux qui ont l'argent que ceux qui ont le pouvoir politique, et même le pouvoir sexuel. Placé dans ces conditions-là, la position du journaliste se trouve entre deux mots : c'est **l'équilibre et la mesure**. Le journaliste ne prend pas position. Dans les querelles politiciennes de notre société, quand le journaliste commence à afficher une position, il porte atteinte à l'équilibre. Ensuite, le journaliste qui ne prend pas position, doit tenir une position, qui est la position médiane. Donc je n'épouse pas les querelles qui ne sont pas les miennes mais je fais en sorte que le public pour lequel je travaille, le public que je sers – puisque c'est la finalité –, ce public-là puisse comprendre les mécanismes, les rouages, les combinaisons, et dégager sa propre opinion. Mais là vous êtes dans la mesure, le sens de la mesure.

3

Diomansi Bomboté

Mali

**« Le rôle des médias est d'établir un équilibre
entre le pouvoir et les citoyens. »**

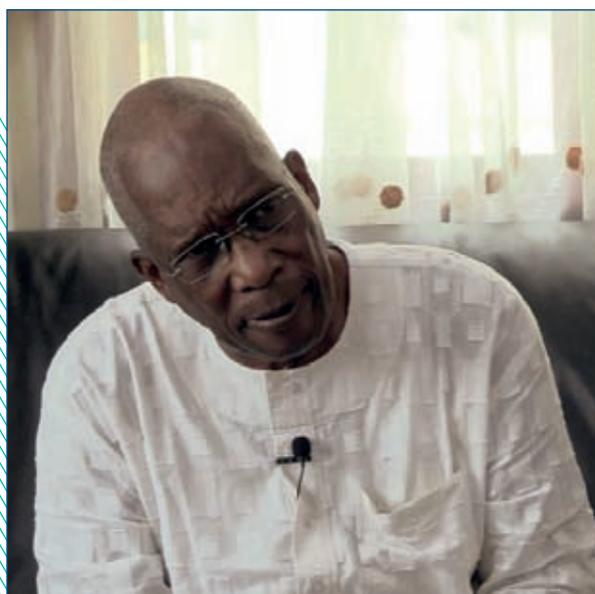
Qui est donc ...Diomansi Bomboté ?

Ancien élève du Lycée Askia Mohamed de Bamako, Diomansi Bomboté est titulaire de plusieurs diplômes (licence en sociologie, licence en journalisme, maîtrise puis DEA en sociologie de communication). Il est considéré comme le père spirituel de l'école de journalisme et des sciences de la communication du Mali.

Après ses études, il intègre la rédaction du quotidien public du Mali, L'Essor en 1971 avant de devenir un an plus tard Rédacteur en chef du Journal Parlé de Radio-Mali. De 1973 à 1979, M. Bomboté sera professeur-assistant puis responsable de l'unité de recherche du Centre d'études des sciences et techniques de l'information (CESTI) où il contribuera à la formation de plusieurs générations de journalistes de l'Afrique de l'Ouest.

On vous décrit comme une bibliothèque de presse malienne, est-ce exagéré ?

Tout homme est à multiples facettes... Et comment privilégier une au détriment des autres ? Comment parler de soi-même sans être victime d'une certaine propension à la modestie et à l'humilité ou bien sans tomber dans le piège de la suffisance alors qu'un politicien de renommée nous indique qu'«il ne suffit pas d'être suffisant pour suffire » ? Dilemme ou gageure ? En raccourci, je suis enclin à dire que je suis un éternel insatisfait dans l'exercice de la profession. Aussi positif que le feedback d'une de mes productions journalistiques puisse paraître dans l'opinion, j'ai toujours le sentiment que j'aurais pu faire mieux ! Il ne s'agit pas, à vrai dire, de regret



– qui est une perte de temps et d'énergie, car je donne en général le meilleur de moi-même dans tout ce que j'entreprends, notamment sur le plan professionnel – mais d'une aspiration à l'exigence, à la perfection. En somme, une obsession stimulante qui incite à repousser sans cesse ses propres limites pour tendre vers la perfection ! L'envers de cet état de fait crée un être inquiet, tatillon, mesquin à la limite...

Avez-vous eu des aînés qui vous ont pris sous leur aile ?

Dans les années 70, la profession de journaliste n'était pas facile dans un environnement politique rigide (médias d'Etat, parti politique unique...). Le journaliste devait servir de faire-valoir. Je peux dire que le journaliste était plus perçu comme un « communicateur », simple courroie de transmission de la voix de « son maître », dispensé d'une autonomie d'analyse et de réflexion personnelles. Le journaliste était considéré comme un « agent du développement » dans un contexte où la nation était dans ses langes, en plein balbutiement. La liberté d'expression était considérée comme un luxe qui pouvait être préjudiciable à la cohésion nationale. La profession était politiquement encadrée de manière très stricte. Il en découlait des réflexes d'autocensure presque inconscients... Les « dérapages » pouvaient avoir des conséquences fâcheuses pouvant entraîner des représailles comme la mise à l'écart, le renvoi, voire l'arrestation. J'ai connu de sérieuses menaces ; mais je n'ai jamais été emprisonné pour

mes articles. Comme aîné, je peux dire que Cheick Mouktyar Diarra, alors Directeur de l'Agence Malienne de Presse (AMAP) et du quotidien national, L'Essor, m'a épargné bien des déboires grâce à la pertinence et même à la sagesse de ses conseils.

L'idée que vous vous faisiez de ce métier que vous alliez exercer pendant toute votre vie s'est-elle vérifiée ou s'est-elle contredite ?

Je ne me faisais vraiment pas trop d'illusions sur les réalités de la pratique journalistique à cette période. J'étais assez réaliste, même si je déplorais moult incompréhensions auprès de certains responsables frileux refusant de partager les informations qu'ils détenaient. C'était là ma principale frustration. Mais, je n'ai jamais eu le moindre regret de m'être librement engagé dans cette profession que j'ai exercée sans forfanterie ni complexe d'aucune sorte.

Quelle histoire inoubliable vous a le plus marqué au cours de votre carrière et que vous avez envie de raconter ?

Les souvenirs sont innombrables. Au registre des souvenirs désagréables, j'ai eu droit à « un blâme » pour avoir commis une erreur impardonnable sur le nom du Chef de l'Etat, Moussa Traoré, confondu avec celui de mon ministre de tutelle, Youssouf Traoré ! C'était lors du tout premier journal parlé que je présentais à 07 h du matin. J'ai accepté la sanction sans broncher.

Pour les souvenirs plus gratifiants, je pense qu'il serait plus intéressant d'interroger ceux qui ont pu me suivre dans L'Essor, sur Radio-Mali, dans Jeune Afrique et dans bien d'autres organes de presse. Un Chef d'Etat malien m'a appris que quand il était à l'Ecole normale secondaire de Bamako, « on s'arrachait les numéros de L'Essor » dans lesquels j'avais un article.

En une cinquantaine d'années de pratique, les moments exaltants et ceux qui le sont moins, ne manquent pas. J'ai participé activement, comme fonctionnaire des Nations Unies, à la mise en œuvre de plusieurs projets de développement, comme la mise en place du système des médias au Rwanda, à vivre des événements de retentissement

universel dans les domaines des sciences, de la culture, de l'éducation, de la communication, des droits de l'homme. J'ai vécu des expériences professionnelles exaltantes pour lesquelles je n'ai pas toujours joué un rôle de premier plan mais qui m'ont profondément marqué sur un plan humain.

Quelle contribution significative ou quel impact pensez-vous avoir apporté au monde du journalisme ?

Il faut savoir raison garder et je déteste tirer la couverture à moi. J'ai eu le privilège d'être au CESTI pendant une dizaine d'années et participer ainsi à la formation de plusieurs générations de journalistes maliens et africains. Les marques de reconnaissance et d'amitié que beaucoup d'entre eux me témoignent constituent pour moi une grande source de satisfaction. Beaucoup ont connu une trajectoire admirable à la tête de structures nationales et internationales (directeurs d'entreprises de presse, ministres, ambassadeurs, institutions d'encadrement de la profession...), ce qui me procure, je l'avoue humblement, une certaine fierté légitime.

Quel regard portez-vous sur le journalisme tel qu'il se pratique dans votre pays et notamment sur notre continent ?

Les journalistes maliens et africains en général évoluent dans un environnement extrêmement ingrat marqué par les goulots d'étranglement comme la raréfaction dramatique des ressources économiques, un public très limité culturellement et n'appréciant pas à leur juste mesure les fonctions majeures des médias dans l'émancipation intellectuelle et démocratique de nos concitoyens. Il s'ensuit des malentendus difficiles à dissiper. Sur le plan professionnel, outre le déficit sérieux dans la formation, je déplore cruellement le fait que le concept d' « entreprise de presse » ne soit pas encore entré dans les mœurs en matière de gestion des organes de presse. Quand il y aura de vraies entreprises de presse, on aura franchi un pas de géant dans la crédibilité de nos médias. Avec de vraies entreprises de presse, le nombre d'organes de presse va diminuer de façon drastique car tous ne pourront pas répondre aux exigences des conditions d'existence. Je suis alors persuadé que la situation des journalistes ne pourra que connaître

une amélioration.

Que dites-vous de l'éthique et de la déontologie au sein de la profession ?

Pour ce qui concerne la dimension axiologique de notre métier (éthique, morale, déontologie, conscience professionnelle), je pense que les exigences sont fondamentalement les mêmes que pour toutes les professions. Notre responsabilité consiste fondamentalement à prendre conscience du contrat moral tacite entre nous et le public. Le respect de ce contrat dépend du degré d'honnêteté que chaque journaliste a l'obligation sacrée de respecter quoi qu'il lui en coûte. Tout le reste (la corruption, le clientélisme politique ou économique...) est assujéti à la prise de conscience de nos obligations morales.

Comment voyez-vous les enjeux de la sécurité des journalistes aujourd'hui ?

Sans liberté de presse, point de démocratie. Le rôle des médias est justement d'établir un équilibre entre le pouvoir et les citoyens. Si cet équilibre est faussé, les citoyens sont exposés à tous les abus. S'il est vrai que l'exercice de toute profession n'est pas exempt de risques, il faut cependant admettre que celle de journaliste est parmi les plus exposées.

Selon le Committee to Protect Journalists (CPJ), depuis 1992, un millier de journalistes ont péri dans l'exercice de leur profession. Rarement, les auteurs de ces crimes ont été poursuivis et sanctionnés. La sécurité des journalistes dans l'exercice de leur métier constitue donc une préoccupation cruciale pour laquelle les autorités gouvernementales sont interpellées.

Les fausses nouvelles constituent-elles une menace pour le journalisme ?

L'évolution technologique à laquelle nous assistons favorise le pluralisme qui, en soi, peut être considéré comme salutaire pour l'avènement des sociétés aspirant à plus de démocratie. Soit ! Encore faut-il que nous soyons conscients des dangers que ces progrès pourraient engendrer, comme par exemple la propagation inquiétante des « fake news » (fausses nouvelles) qui, de mon point de vue, sont source de désordre et comme telle, doivent être combattus avec la dernière énergie.

Si, fort de votre expérience, il vous était donné de prodiguer des recommandations salvatrices à la génération actuelle de journalistes, que lui diriez-vous ?

Une obsession malade : la culture générale !

Prenant en compte les mutations des médias et des sociétés, comment entrevoyez-vous le journalisme dans les vingt prochaines années ?

Le salut passera par la spécialisation très poussée reposant sur un niveau intellectuel irréprochable ! A la faveur du déferlement numérique, le genre rédactionnel qui doit s'imposer dans le futur sera l'analyse pour expliquer les événements et les phénomènes qui vont assaillir notre vécu quotidien.

4

Irène N'Guessan Bath
Côte d'Ivoire

**« La jeune génération ne doit obtenir
ses lauriers que par la qualité du
travail qu'elle produit »**

Qui est donc ...Irène N'Guessan Bath ?

Lauréate Super Ebony 2010, la plus haute distinction du journalisme ivoirien, Irène N'Guessan Bath, plus connue comme Irène Bath, son nom de plume, est une pionnière de la presse écrite au féminin, sous les cieux ivoiriens. Elle a roulé sa bosse longtemps dans le milieu médiatique, déjà à une époque où la femme était peu représentée dans le décor de la presse africaine.

Avec plus d'une vingtaine d'années d'expérience, elle s'est fait remarquer à travers de nombreux reportages et enquêtes qui l'ont peu à peu hissée au sommet de son art. Entre autres, on peut citer : « Service de réanimation du CHU de Yopougon : 48 heures dans le couloir de la mort », « Dans les secrets du vaudou au Bénin », « Infectés depuis la naissance : Les difficultés des enfants vivant avec le VIH-SIDA ».

Véritable mentor de la jeunesse, elle s'évertue à lui transmettre les valeurs, basiques et pourtant si rares aujourd'hui, de la rigueur journalistique.

Pourquoi avez-vous commencé ce métier et pourquoi ?

J'étais en deuxième année de Sciences économiques. J'ai eu l'information selon laquelle il y avait un journal, plus précisément un magazine, destiné à la femme, Sud Afrique qui voulait recruter des journalistes. Jeune étudiante que j'étais, je me suis dit, pourquoi ne pas essayer pendant que

je suis encore sur les bancs. C'est ainsi que j'ai intégré cette rédaction. Je n'ai pas fait d'école de journalisme mais j'étais impressionnée de voir dans les journaux mes signatures sous les articles dont j'étais l'auteure. C'était juste une activité parallèle pendant que je continuais mes études ; mieux : cette activité me faisait un peu de ressources pour boucler mes fins de mois.



Le métier, tel que vous l'avez pratiqué, était donc une passion, vu qu'il vous plaisait. Vous a-t-il porté les promesses de vos rêves ou bien avez-vous été dégoûtée très tôt ?

Non, pas du tout dégoûtée. Franchement, moi j'ai beaucoup aimé la presse. Ce qui me plaisait surtout c'était d'aller à la rencontre des autres. Rencontrer des personnes et chercher à mieux les connaître me donnait une certaine ouverture d'esprit.

Dans vos premières saisons de pratique du métier, y a-t-il eu quelqu'un qui a été un mentor pour vous ?

J'avais donc un chef de service qui m'encadrait. Je sortais de l'université et je n'avais pas fait d'école de journalisme. Quand je rédigeais un article dont il n'était pas content, il le froissait et le jetait à la poubelle. Quand on vous fait ce genre de choses, ça vous révolte, de façon à vous amener à produire quelque chose de potable. C'était ce monsieur qui

me disait par exemple : « Tu as écrit tout ce long article croyant qu'il passera dans quel journal ? » C'est ce monsieur qui m'a encadrée. Après, nous nous sommes séparés, je suis partie ailleurs mais nous sommes toujours demeurés en contact. Quand j'avais besoin de conseils, je l'appelais, il me filait aussi des tuyaux. Il était toujours en activité lui aussi, et de presse écrite en presse écrite, il s'est retrouvé à la télévision ; il est aujourd'hui un grand responsable de la Télévision publique.

Quels types de sacrifice aviez-vous consentis pour réussir à être un modèle aujourd'hui en journalisme ?

En termes de sacrifices, j'en ai fait beaucoup. Je le dis parce que quand j'ai commencé au Quotidien 24 heures, notre directeur de publication d'alors m'a dit quelque chose qui m'a marquée jusqu'à aujourd'hui. Il disait : « Vous les femmes, on vient à peine de lancer ce quotidien, on vous a recrutées, on veut que vous donniez le meilleur de vous-mêmes, donc on ne veut pas de grossesse dès les premières années ». La conséquence en est que cela m'a bloquée. Je suis une femme mais j'ai dû attendre pendant des années pour que le journal se positionne avant de songer à faire un enfant ! Aujourd'hui, je pense qu'au Bénin comme ailleurs, les femmes dans les médias, si elles ont trop d'enfants, c'est tout au plus trois, sinon deux. Aujourd'hui je me retrouve avec une seule fille.

Parlant du prix Super Ebony 2010, quel est l'article qui vous a permis de remporter ce prix ? Comment avez-vous travaillé, de la conception à la publication ? Cela pourrait édifier d'autres.

Le prix Ebony récompense le meilleur journaliste de la Côte d'Ivoire avec d'autres prix sectoriels. Je ne sais pas comment c'est fait dans les autres pays mais chez nous ici, il faut une série de productions. Quelqu'un peut produire au minimum trois grandes interviews, ou trois grandes enquêtes ou dossiers, ou encore trois grands reportages. Mais vous pouvez aller au-delà, si vous voulez. C'est sur la base de ces trois productions que le jury statue. Moi j'ai fait pas mal de productions. Mon reportage sur le vaudou au Bénin, des interviews...et bien d'autres productions ont concouru à l'obtention de ce prix. J'ai aussi fait un reportage après la crise

postélectorale à Ouagadougou, sur les Ivoiriens qui s'étaient réfugiés dans ce pays, et qui ont été évacués.

Comment vous organisez-vous en tant que journaliste, pour faire une enquête ?

Quand j'ai mon sujet, je me documente d'abord sur le sujet parce qu'il n'y a pas un sujet qui n'a pas encore été traité ici-bas ; mais c'est selon l'angle sous lequel on l'aborde que ça peut susciter un intérêt. Donc je me documente sur le sujet et à partir de là, je vais sur le terrain recueillir mes informations ; je touche les personnes ressources, je recoupe les informations, j'interroge l'administration publique si besoin est et ceci passe souvent par du courrier, et puis je regroupe tout ça et je passe à la mise en forme.

Qu'est-ce que le prix Ebony a changé dans votre carrière ?

Dès que j'ai été lauréate, mon patron, paix à son âme, m'a fait passer au rang de chef de service. Et je suppose que cela a changé beaucoup d'autres choses.

Comment êtes-vous désormais perçue dans la profession, notamment par les plus jeunes ?

Ils ont beaucoup de respect pour moi. Dans la profession, il y a beaucoup qui m'appellent d'ailleurs désormais Ebony (rire). Ça fait plaisir, voilà. Sinon, je suis toujours restée la même, pas la grosse tête. Si Dieu te permet qu'on reconnaisse ton travail après un certain nombre d'années, après plusieurs rédactions, il faut dire merci à Dieu.

Comment est-ce que vous voyez le journalisme et l'impact qu'il a sur ses acteurs aujourd'hui ?

Pour moi, les journalistes font juste ce métier pour survivre notamment dans la plupart de nos pays africains. Il y en a qui vous diront qu'ils le font par passion, d'autres qui vous diront qu'ils y ont tout, d'autres encore qui vous diront qu'ils n'ont pas trouvé mieux ailleurs, parce qu'au moins ici, ils espèrent les fameux per diem, en plus de leur salaire.

Mais franchement, aujourd'hui, vous trouverez plusieurs journalistes qui vous diront : « quand j'ai

commencé, je cherchais l'information. Aujourd'hui je cherche l'argent. »

Nous sommes en effet dans un milieu où la profession s'est détériorée et ceux qui n'arrivent pas à y rester cherchent beaucoup plus des opportunités à côté. Comment, selon vous, cela influence-t-il la qualité de la production ?

Pour ceux qui sont dans le métier depuis longtemps, la qualité de la production est liée – il ne faut pas se voiler la face – à ce que les gens reçoivent en fin de mois. C'est vrai qu'ici en Côte d'Ivoire, les journalistes doivent être payés en fonction de la convention collective mais je ne vous cache pas qu'on peut compter les journalistes qui sont effectivement payés selon cette convention. Les états financiers des entreprises de presse sont contrôlés mais les gens font semblant de payer leurs journalistes conformément à la convention. Et quand vous discutez avec des patrons de presse, ils vous diront que s'ils paient selon la convention, ils seront obligés de se séparer de certains de leurs employés. C'est une source de démotivation. Et cela agira sur la qualité de la production.

S'agissant des jeunes que nous encadrons, ils ont fait des écoles de journalisme ou des écoles de communication mais ils ont des difficultés pour écrire.

Ce sont des jeunes qui à la base ne sont pas bien formés, pour ceux que je reçois ici au journal L'Inter. Et ce sont des jeunes qui ne prennent pas d'initiative alors que moi, quand je rentrais dans le métier, on n'avait pas besoin de me demander d'aller faire une enquête ici ou là. Ce sont des choses qui vous interpellent automatiquement et vous faites des propositions d'articles à votre rédacteur en chef. Nos jeunes sont toujours assis à attendre qu'on les envoie faire un reportage. Ils ne prennent pas d'initiative.

Selon vous, sur quoi peut-on mettre l'accent pour renforcer la qualité de la formation des jeunes journalistes aujourd'hui ?

Il y en a qui sont très bons à l'écrit mais qui n'arrivent pas à bien s'exprimer, et vice-versa. Je pense qu'il faut insister sur la formation à l'écriture.

Aujourd'hui avec le numérique, le niveau des jeunes se dégradent de façon inquiétante.

Comment voyez-vous l'avenir du journalisme, compte tenu de la pression croissante sur les journalistes des milieux politiques, économiques ? Avez-vous eu, vous-même, une expérience dans ce sens ?

Je ne suis pas intervenue dans le secteur politique. Mais quand il m'est arrivé d'avoir des documents à caractère politique, s'agissant d'un journaliste politique, j'hésite à diffuser, par rapport à leurs accointances avec les hommes politiques. Je me dis que pour ces confrères, c'est difficile. En d'autres termes, il faut les sauver, il faut se pencher sur leur situation. Ce sont des gens qui reçoivent même des menaces de mort. Donc ils doivent faire très attention. Même en économie ! Il y a eu des moments où j'ai dû abandonner des enquêtes parce qu'on m'a reçu dans un bureau et on m'a demandé : « Est-ce que tu es obligée d'écrire cet article ? » Par exemple, je faisais une enquête sur les agents de l'Etat. Je me suis rendue compte qu'il y avait un monsieur qui n'était plus fonctionnaire, d'autres qui étaient même décédés mais qui continuaient à percevoir leur solde. Donc celui qui était chargé de biffer leur nom ne l'a pas fait. Donc en fait, il s'en mettait plein les poches ! Donc quand j'ai fait des investigations, on m'a indiqué la personne responsable de cette malversation et je l'ai rencontrée après plusieurs coups de fil sans réponse. Elle n'a pas nié les faits. Elle a commencé à me demander : « Où habites-tu ? Est-ce que tu es obligée d'en parler ? » En Afrique, on a un problème de sécurité. Ici en Côte d'Ivoire, il y a des journalistes qu'on a enlevés et d'autres qui ont disparu ou dont le corps a été retrouvé un beau jour jeté quelque part. Et l'affaire n'est allée nulle part ; surtout à l'époque où il y avait beaucoup de tension politique.

Vous suggérez qu'on sécurise un peu plus l'environnement ?

Bien sûr. Avec mon rédacteur en chef, mon secrétaire de rédaction, nous avons fait un article sur les militaires, on nous a dit que c'était un article qui portait atteinte à la sûreté de l'Etat. Les deux confrères ont « dormi » trois jours à la gendarmerie ! Il a fallu que les médias s'en mêlent

pour qu'ils soient relâchés.

Quand vous lisez les confrères, voyez-vous aujourd'hui une sorte de disposition des jeunes à souscrire aux normes d'éthique et de déontologie ?

De nos jours, c'est des insultes, des injures dans les journaux. On y relaie des conférences de presse, les meetings des responsables de partis politiques qui y profèrent des injures. Et ces journalistes te disent carrément qu'ils ont fait l'équilibre : « écoute, l'autre a insulté, j'ai publié, celui-ci a insulté à son tour, j'ai également publié. ».

C'est plus une dynamique mercantiliste qui, pour moi, risque de jouer sur le mandat du journaliste. Comment en arrive-t-on là ?

Ce sont les soucis de vente du journal qui amènent là. C'est ce que nos lecteurs veulent. Vous faites un article économique sur la situation économique de la Côte d'Ivoire, on dit : « Celle-là, elle raconte quoi ? Qui va acheter ce journal ? » Vous ne verrez pas un journal mettre à sa grande une une actualité économique, à part les journaux pro-gouvernement. Mais un quotidien indépendant ou un quotidien affilié à un parti politique, de gauche ou de droite, ne mettra jamais une activité économique à sa première page.

Ce qui m'amène à cette question : que vous inspire la corruption dans le métier ?

Il faut faire la part des choses quand on parle de corruption dans le métier. Moi je dirai corruption dans le métier si, par exemple, je suis en train de faire un article qui gêne énormément quelqu'un, puis la personne vient me proposer de l'argent pour me faire taire, et j'accepte cet argent ; c'est de la corruption. Mais si je vais couvrir une cérémonie, et à la fin de cette cérémonie, on me dit « Madame, on a prévu votre transport » alors que je n'ai rien demandé, je ne peux pas dire que c'est de la corruption. Je parle de corruption aujourd'hui lorsque, par exemple, je sors un document contre quelqu'un, puis je vais voir la personne pour dire « écoute, j'ai des informations compromettantes sur toi mais je ne veux pas passer l'information, donne-moi telle somme d'argent », je dirai que je suis corrompue. Donc la corruption dans le métier

revêt plusieurs aspects selon moi.

Avec le développement des Technologies de l'Information et de la Communication (TIC), on a connu une sorte de dégradation de l'information ; la rumeur s'empare du quotidien du journaliste : les fausses nouvelles. Comment le journaliste peut-il se positionner sur cette question ?

C'est fréquent dans la presse en ligne et sur les réseaux sociaux. Ils sont motivés par le souci du scoop, de l'instantanéité, sans toutefois vérifier l'information, parce qu'on veut avoir la primeur de l'information. Ce sont des choses qui mettent à mal le métier de journaliste parce que lorsque les gens balancent quelque chose sur les réseaux sociaux, ils ne sont pas forcément journalistes ; mais les internautes ne feront pas cette distinction. Et nous, cela agit sur nous, sur la profession. Alors que quand on a une réalité de ce genre, il faut aller à la source, recouper, vérifier, avant de publier.

Quel est le message personnel, et pointu, que vous voulez transmettre aux plus jeunes ?

J'ai commencé par un magazine de femmes, ensuite je me suis retrouvée dans un quotidien de l'actualité politique, économique et sociale, et petit à petit, j'ai fait mon chemin. Dieu m'a fait la grâce d'être reconnue comme première femme meilleure journaliste de la Côte d'Ivoire. C'est vrai que cette reconnaissance est sanctionnée par pas mal de prix : une villa, des lots... Mais ce n'est pas ça l'essentiel. L'essentiel est d'avoir reconnu le travail que j'ai fait, le mérite. Ce qui me réjouit c'est de savoir que le travail que j'ai fait est un travail de qualité.

Donc à la jeune génération, sans toutefois forcément attendre quelque chose en retour, il faut qu'elle se mette au travail. Pas pour attendre des lauriers, et même si elle vise des lauriers, elle ne doit les obtenir que par la qualité du travail qu'elle produit. Après la presse écrite, je suis à présent dans la presse en ligne. C'est pour dire que le journaliste doit toujours se projeter. Et c'est comme ça que l'on s'améliore, c'est comme ça qu'on essaie d'aller de l'avant. Il faut que les jeunes viennent avec passion. Il faut aimer la chose avant de venir.

Le journalisme est un métier qui ne rend pas riche. On a le salaire juste pour vivre, pas plus, à moins qu'on ne détourne ou que l'on soit corrompu. Donc on y vient par amour.

Et aujourd'hui, êtes-vous fatiguée, ou bien avez-vous encore le souffle ?

Je veux bien m'accorder encore deux ou trois ans parce que, comme j'entame aujourd'hui un nouveau challenge avec le numérique, je veux également maîtriser cet aspect. Après, je me dirai pas assez accomplie mais assez complète pour aller sous d'autres cieux.

Que ferez-vous après ?

Ça me plairait de créer un site web, en indépendante, et une structure de communication. A défaut, ce sera être recrutée dans une institution internationale.

5

Sada Kane
Sénégal

**« La plus importante de toutes les
qualités que peut développer le
journaliste, c'est la rigueur. »**

Qui est donc ...Sada Kane ?

Journalisme et littérature ont ceci de commun, entre autres choses, qu'ils usent de la langue d'une manière si belle et si efficace que parfois c'en est déroutant.

L'écrou qui tient les deux ensembles ne se retrouve cependant pas partout. Sada Kane en est un. De la Radiodiffusion Télévision Sénégalaise à la télévision privée 2STV et Canal Info par la suite, il a embelli de ses lettres et de ses mots l'univers médiatique sénégalais et africain. Ses invités et lui, jouant sur la vague de belles chroniques et interprétant la profondeur des textes et de l'actualité, ont tenu en haleine des années et des années durant les esthètes du petit écran et les sophistes de l'information et des émissions thématiques.

Le journaliste qui depuis 1979 inscrit Les regards bavards, Les empreintes indélébiles, L'enrichissant entretien, Les belles impressions, dans l'histoire de l'audiovisuel, est aussi l'attraction de la Foire internationale du livre et du matériel didactique de Dakar (FILDAK), notamment lors de la 16ème édition qui met la jeunesse en avant, en tant que « défis du développement ».

Voilà donc 35 ans d'une vie littéraire engagée au parfum journalistique. Romans, poèmes, essais, bandes dessinées, sont passés devant la caméra, sous les yeux, et sous les questions de ce journaliste qui condense une bonne partie de la vie culturelle du continent, et continue d'être aujourd'hui une boussole pour la jeune génération.



Quelles ont été les grandes étapes de votre formation ?

Tout a commencé avec les journaux de quartier, à l'école et puis au centre culturel. J'ai monté avec des amis le tout premier journal destiné aux jeunes du Sénégal. Mais au bout de douze parutions sans financement, on est tombé en faillite. Plus tard, j'ai passé le concours d'admission au CESTI mais je n'y suis pas entré. J'ai plutôt décidé de commencer à travailler au journal Le Soleil, puis un jour je me suis présenté sur un plateau où j'ai rencontré Bara Diouf (ex-DG du journal Le Soleil) qui m'a demandé ce que je savais faire. Je lui ai répondu que je savais écrire, puis j'ai intégré l'équipe de rédaction. J'ai fait beaucoup de stages au CFPJ, à France 2, en Tunisie et dans plein d'autres stations qui m'ont beaucoup apporté, avant de passer de la radio et à la télévision. Voilà pourquoi je dis souvent que les stages sont très importants.

Vous n'aviez donc pas fait d'école de journalisme formelle ?

Non, je ne voulais pas et je suis resté à la RTS. Et puis, voilà ! (long soupir).

Êtes-vous devenu journaliste par passion ou par accident ?

Par accident ? Pas du tout. C'était ma passion depuis tout petit. A quinze ans, mon père m'avait demandé de faire un choix entre être professeur de français ou faire du journalisme. J'ai choisi sans hésitation de faire le journalisme. Donc je dirai que c'est une vocation parce que j'ai eu pas mal de gens qui voulaient m'embaucher, mais toutes les propositions qui me sortaient du métier, je les ai rejetées. Et sans regrets car j'avais le soutien de mon entourage.

L'idée que vous vous faisiez du journalisme vous a-t-elle paru une illusion ou bien vous a-t-elle plutôt conforté dans votre choix ?

Non, pas du tout ! La vie tout court n'est pas un long fleuve tranquille, à fortiori celle du journaliste. Mais quand même, j'ai toujours eu cette passion. Comme je le dis souvent à mes amis, le journalisme est mon oxygène et je l'ai dit dès le début, depuis mes premiers pas dans le métier. Ceci m'a conforté dans la justesse de mon choix. Mon enthousiasme à faire ce métier n'a jamais été entamé sauf une ou deux fois où j'ai eu envie de jeter l'éponge à cause d'un directeur de télé qui me menait la vie dure à tel point que j'ai voulu démissionner de la télé. Mais on ne peut pas plaire à tout le monde.

On ne peut donc pas parler de sacrifice dans votre cas ?

Non, aucun sacrifice, franchement ! Je suis tellement heureux de faire ce job que quand je terminais le JT, j'étais l'homme le plus heureux du monde et je suis content d'avoir fait quelque chose que j'aime faire. Je fais ce travail avec un bonheur inouï. Comme le disait le philosophe chinois Confucius : « Choisissez un travail que vous aimez et vous n'aurez pas à travailler un seul jour de votre vie. »

Comment gérez-vous vos relations avec le monde politique, économique et religieux ?

Je ne dirais pas que je suis célèbre, j'ai plutôt de la notoriété car je fais un travail qui m'expose. Maintenant quand on est journaliste de télévision, on a beaucoup de sollicitations. Néanmoins, ces sollicitations ne m'ont pas toujours attiré parce

que je suis un homme réservé, ce qui peut même parfois ressembler à de la timidité. J'ai toujours l'habitude d'établir des relations professionnelles qui peuvent engendrer l'amitié. D'ailleurs, toutes les relations que j'aie avec des personnalités de ce pays sont passées par mon métier. Il est même arrivé que de grands guides religieux m'appellent et prient pour moi : ils m'ont juste vu à la télé. Mais ce ne sont pas des choses qui me montent à la tête. Au contraire, je fais tout pour que l'estime et l'admiration que ces gens ont pour moi puissent rester intactes.

Est-ce qu'il y a des histoires ou des événements qui vous ont marqué dans votre carrière de journaliste ?

Je vais vous raconter une histoire personnelle. Je faisais des présentations du JT où j'ai battu le record avec 33 ans sans interruption. Chaque jour, avant de passer à l'antenne, je prenais le soin de tout noter car je ne voulais pas être pris au dépourvu dans le feu de l'action. Un jour après avoir terminé d'écrire mon journal, je déchire comme d'habitude les feuilles de brouillon. Je ne me suis pas rendu compte que j'ai aussi déchiré mon journal ce jour-là. C'était la panique totale. Heureusement que j'avais mémorisé mon texte et à la fin tout était rentré dans l'ordre. Les téléspectateurs n'ont rien remarqué et c'était un peu comme mon baroud d'honneur en tant que présentateur du JT.

Avez-vous l'impression que la qualité de votre travail a produit des avancées dans le domaine du journalisme ?

J'avais deux amis, Lucien et Jacquie Lemoine, qui habitaient près de la radio et regardaient mes journaux. Quand je sortais de mon journal, ils me notifiaient toutes les erreurs d'orthographe, de diction, de syntaxe... que j'ai faites dans ma présentation. Ça fait toujours plaisir de susciter de la vocation et de rencontrer des jeunes confrères qui reconnaissent ton travail. Il y a même quelqu'un qui est devenu un grand journaliste après son passage à un ministère grâce à Sada Kane.

Est-ce que dans certains milieux, par exemple dans les associations professionnelles des médias et dans les écoles de journalisme, entre autres, vous

pensez avoir eu un impact positif ?

Ça, je ne saurais le dire ! Je sais juste que parfois on me raconte que dans des rencontres, on a parlé de moi. Pour ce qui est des écoles de formation, j'ai eu des offres et j'ai toujours refusé parce que je suis journaliste, pas professeur et j'ai fini par sauter le pas. Je suis honoré d'officier dans la même l'école avec des grands messieurs du journalisme, Mbaye Sidy Mbaye, Mame Less Camara, Abdoulaye Diaw... Bizarrement, des fois, il arrive que le directeur dudit établissement me convoque pour me dire que des étudiants se sont inscrits parce que j'étais là.

Quel regard portez-vous sur certains aspects du métier de journalisme tels que l'éthique et la déontologie, la corruption, le clientélisme, l'avènement des fausses nouvelles?

Prenons le cas des réseaux sociaux, ils sont devenus le grand médium. Tout le monde y va, y met ce qu'il veut et quand il veut. Ce flot d'infos favorise les fake news et le journalisme citoyen ; pire, la qualité de l'écriture est médiocre. Rares sont les gens qui écrivent bien sur ces plateformes. C'est la raison pour laquelle on apprend toujours aux étudiants en journalisme de se fier à des sources fiables. En tout cas, personnellement, je suis sceptique sur la qualité de l'info qui s'y trouve.

S'agissant de la déontologie, oui (rires) je pense qu'il n'y a pas beaucoup de journalistes qui observent encore ces règles. Moi chaque année je fais le pari de faire venir quelqu'un pour parler de l'éthique et de la déontologie à mes étudiants parce que je pense que ce sont des valeurs très importantes qui sont bafouées aujourd'hui à cause de la course vers l'avoire, vers les privilèges, bref le buzz.

Quant à la corruption, les journalistes doivent déjà savoir qu'ils ont une image et une réputation à préserver. Le fait que des journalistes puissent être des bras armés de certains intérêts personnels ou d'un quelconque lobby est dommage. Le journalisme est l'un des métiers les plus honorables et les plus respectables et je ne cesse de le rappeler à mes étudiants. Malheureusement c'est le métier le plus parasité. Les gens y entrent sans but précis ni aptitudes, souvent, pour mener des combats.

Quelles sont les recommandations que vous feriez à la génération actuelle des journalistes ?

Je pense qu'il existe des personnes qui ont des métiers mais la grande majorité a des vocations. On ne peut pas faire un métier par défaut. Il faut faire un choix tel que Jean Paul Sartre le suggérait : « choisir c'est se priver du reste ». Il faut aimer son métier ; c'est la base et le départ.

Il n'y a pas de secret si on veut être un bon footballeur. Il faut s'entraîner. De même, si on veut être un journaliste irréprochable, il faut s'exercer et se cultiver en lisant beaucoup. La plus importante de toutes les qualités que peut développer le journaliste, c'est la rigueur dans son sens le plus large. Il faut aussi se l'appliquer sur le plan purement moral tel que dans l'éthique et la déontologie professionnelles. Les erreurs font un effet boomerang et la confiance et la crédibilité sont très fragiles. Donc, il faut les sauvegarder.

Comment voyez-vous la pratique du journalisme au Sénégal dans les prochaines années ?

C'est vrai que le journalisme est dans une mutation extraordinaire. Désormais, je ne pense pas qu'on puisse seulement être journaliste de presse écrite, de radio ou de télé. On est à l'ère du multimédia. En ce XXIème siècle, un journaliste doit être polyvalent avec les réseaux sociaux. En plus, on ne peut plus s'en passer. La preuve, tous les journaux ont des comptes sur les plateformes comme Facebook, Twitter et Instagram...

Aujourd'hui même, la télé classique telle que nous l'avons connue se meurt. Tout le flux se passe sur le net et, comme le dit Mame Less Camara (journaliste sénégalais), si on ne fait pas attention, on sera vite largué car la transformation est très rapide. Le journalisme est entré dans une mutation perpétuelle et je crois qu'elle est loin d'être à son terme. Des évolutions fantastiques sont à venir. Nous vivons une époque extraordinaire, la communication n'est plus l'apanage des journalistes et cela va aller crescendo. De ce fait, il est risqué de faire une prédiction.

Ce qui est un peu déplorable à cet égard, c'est l'exposition de la bande FM et de la fréquence TV : il faut du personnel. Pour combler cette lacune, on

a pris des gens inexpérimentés et sans formation pour occuper les médias. Si vous regardez les télévisions, il n'y a que du remplissage par du divertissement incessant, sans aucune innovation ni créativité. Car personne ne veut assumer une certaine personnalité. Pour moi, la télévision c'est toujours faire quelque chose qui a rapport avec le vécu des téléspectateurs.

Que pensez-vous d'une initiative telle qu'un recueil de récits racontant les expériences vécues par des pionniers de la presse francophone ?

Je pense que c'est une excellente chose parce que les expériences, les parcours et les trajectoires sont de la documentation qui permettrait aux gens de s'orienter et de faire une comparaison. Nous, comme on a fait la télévision et qu'on est encore là, c'est une bonne chose de partager nos vécus et nos anecdotes. Cela peut aussi servir à quelque chose et éclairer le chemin qu'on suivra dans un domaine quelconque. C'est également une manière de rappeler et d'apprendre aux jeunes que rien ne sort du néant, afin qu'ils redoublent d'effort, car nous, on a charbonné à notre époque avec des conditions de travail extrêmement difficiles. Comme le disait un ami politique, les jeunes, ils pensent que le Sénégal a commencé en 2000.



Cheick Mouctary Diarra

Mali

« Si votre vérité est inattaquable,
vous êtes à l'abri »

Qui est donc ...Cheick Mouctary Diarra ?

Diplomate, homme politique, journaliste... citer les multiples casquettes de Cheikh Mouctary Diarra serait un euphémisme face à la profondeur qui se cache derrière le parcours de ce doyen de la presse malienne. Avec plus de 55 ans de métier, le natif de Ségou est de ceux qui ont été acteurs des premières heures du métier et de son évolution postcoloniale.

Elevé en 2015 au grade de Commandeur de l'ordre national de la légion d'honneur par la France alors qu'il y officiait en tant qu'ambassadeur du Mali, Cheick Mouctary Diarra voit ainsi couronnée une vie d'engagement pour sa patrie, mais qui n'est rien comparée à son rôle en tant qu'éveilleur de conscience. S'il se définit comme « fonctionnaire journaliste », pour souligner la prépondérance de ses comptes rendus institutionnels dans la presse malienne des années 70 et 80, il n'en demeure pas moins, derrière cette autodérision, qu'il a vite gravi les échelons au sein de l'Agence malienne de presse (AMAP) au point d'en devenir le directeur général ; fonctionnaire, certes, mais d'une rigueur implacable comme en témoignent ceux qui l'ont fréquenté.

Très à cheval sur l'éthique et sur l'indépendance journalistiques, il affronte la junte militaire de fin 1968 qui veut lui imposer une ligne éditoriale avec un nouveau nom. Sa formation à la Faculté de journalisme de Dakar – ce qui sera plus tard le CESTI – dans la première moitié des années 60 le forgera sur les principes déontologiques qu'il appliquera toute sa vie, jusqu'à ce qu'il soit sollicité pour des missions diplomatiques. Il a aussi été acteur de plusieurs mutations, notamment l'ouverture de la presse au secteur privé, autant que dans les négociations lors de la crise de 2012. Il est mort en 2019.

Vivre du journalisme au quotidien cela va-t-il demander des sacrifices de votre part ?

En réalité, notre parcours au Mali est assez atypique parce que les cadres sont très formatés : On suit les normes et on ne s'écarte pas du chemin. C'était une vie assez tranquille, les contingences étaient d'ordre technique pour la plupart. Par exemple, le journal : on le montait dans nos locaux, avec la maquette ; après on allait l'achever sur le marbre. Comme c'était de très vieilles machines, je ne sais pas si vous aurez la chance de voir les machines qui étaient là. Il y avait des machines qui dataient de 1937. Il fallait travailler avec ça, il fallait travailler avec le plomb fondu pour faire des lettres, les lettrines. Tout cela était des contraintes techniques qu'on partageait avec d'autres techniciens d'imprimerie. Mais, c'était le travail du journaliste, du Directeur de veiller à ce qu'il n'y ait pas de coquilles dans le texte, qu'il n'y ait pas de fautes, de faire reprendre éventuellement et puis d'attendre le matin que la commission de censure ait donné son feu vert pour la diffusion.



Le journaliste de cette époque n'avait pas les mêmes contraintes que vous ! L'information venait à lui. Ce n'est pas lui qui allait à l'information. Nous étions des fonctionnaires. Un ministre qui veut faire une déclaration, il appelle la presse, il fait sa déclaration, on fait une photo de lui et puis on place le tout dans le journal. Il n'y avait pas cette quête d'informations que nous connaissons actuellement.

L'idée que vous vous faisiez de ce métier s'est-elle vérifiée ou s'est-elle contredite ?

L'idée que je me faisais du journalisme considéré ensemble avec une philosophie de la vie et la conduite de la vie s'est plutôt renforcée.

C'est peut-être même en ayant quitté le métier que j'ai senti à quel point ce métier est important, pas pour le journaliste lui-même, mais pour toute la communauté.

J'ai regretté effectivement, par exemple, un manque, au niveau même des journalistes, d'encadrement, d'éthique et de déontologie.

C'est ce qui fait que parfois sur vingt ou trente journaux de la place, on ne peut avoir de bénéfice que sur deux ou trois. Et malheureusement parce que beaucoup sont venus au journalisme parce qu'ils n'ont pas pu aller ailleurs.

Jusqu'à ce que je quitte mes fonctions, il n'y avait pas d'encadrement qui protégeait le journaliste. Comme les jeunes se battaient pour leur survie, ils sont parfois contraints de faire n'importe quoi. Beaucoup d'hommes politiques et d'administrateurs passaient un coup de fil à un journaliste et lui donnaient quelques billets de banque pour écrire un papier à leur goût. S'il y avait eu une base juridique qui protégeait le journaliste – bien sûr il y avait la loi sur la presse, mais en réalité c'était un encadrement plutôt administratif –, s'il y avait donc eu un tel encadrement, disais-je, je crois que les journalistes auraient pu faire beaucoup plus pour ce pays.

Votre accointance avec le monde politique en tant que journaliste vous a-t-elle laissé le choix de résister ou de succomber à la pression ?

Avec le monde économique, je n'ai pas eu de relations. Le monde politique, forcément, puisque j'étais le premier responsable du seul journal au Mali, il y avait donc forcément une tendance à m'approcher de la part des plus hautes autorités, des plus hauts responsables.

Il y avait aussi, disons, cette pulsion de rejet, parce que le journaliste, c'est celui qui fouille partout pour sortir ce qui a été caché. J'ai eu quelques moments de crise. C'est normal.

Le journal était vraiment la voix du peuple. J'ai dû batailler contre mes responsables, parce qu'ils voulaient débaptiser le journal pour en faire la voix du CMLN (comité militaire de libération nationale), la junte militaire qui a renversé, le 19 novembre 1968, le régime de Modibo Kéïta, le père de l'indépendance du Mali. J'ai dit : « Il n'en est pas question. C'est la voix du peuple et ce n'est pas maintenant qu'on va changer ».

En fait, ils en ont discuté et ils ont vu que j'avais raison. Le journal est resté la voix du peuple mais dans le bandeau c'était écrit « organe du CMLN », pendant quelques années d'ailleurs. A part ces quelques accrochages qui sont anodins, je n'ai pas eu de problèmes avec l'autorité politique et administrative.

Quelle contribution significative ou quel impact pensez-vous avoir apporté au monde du journalisme ?

Rien ! – Rien ! – Rien ! Franchement, je ne peux pas me vanter d'avoir apporté quelque chose alors que ce n'est pas vrai. J'ai fait ma carrière. Il y a ceux qui ont été intéressés par ce que je faisais qui se sont approchés de moi. En toute amitié, ils m'ont demandé des conseils, des orientations. Par exemple : un tel papier, si tu le fais, il faut l'attaquer sur quel angle ? Etc.

Je n'ai pas fondé d'école de pensée qui m'appartienne et qui soit différente du reste. Ce qu'on peut considérer, ce n'est pas mon propre apport, c'est peut-être ce que j'ai fait, mon travail de journaliste ; les gens trouvaient bien ou mal, ça dépend. Ce n'est pas ce qui m'arrêtait. En réalité, je n'avais de guide que moi-même.

Quelles sont les difficultés qui vous ont éprouvé et qui ont peut-être failli vous détourner du journalisme ?

Je n'ai pas eu de difficultés. J'étais un fonctionnaire bien docile. Je faisais mon métier. Il y en avait qui approuvaient ou qui voyaient en moi un homme inflexible sur ses principes. De ce point de vue, on m'a foutu la paix.

Quel regard portez-vous sur le journalisme tel qu'il se pratique dans votre pays et sur notre continent actuellement ?

La question de l'éthique et de la déontologie est plutôt liée au manque d'encadrement. Si seulement il y avait des exigences pour être journaliste comme cela existe dans d'autres pays ; si seulement il y avait un cadre dans lequel le journaliste postulant devait s'insérer d'abord avant de commencer à exercer sa profession, je pense que les choses iront mieux. Il y a des pays où la carte de presse est provisoire, on te la délivre et s'il y a le moindre manquement, on te la retire purement et simplement.

C'est vrai qu'il y a de très grands journalistes à travers le monde qui n'ont pas fait d'école de journalisme, mais s'en sortent très bien. Les plus grands journalistes, il s'est avéré, n'ont pas fait d'école de journalisme. C'étaient des gens qui avaient une très forte base politique ou idéologique.

Ici, il n'y a pas de frontière. C'est devenu un fourre-tout. Mais, il y a quand même beaucoup de talents qui ne demandent qu'à être encadrés et vraiment orientés.

Par rapport à la corruption et le clientélisme dans la presse, il y a un appel d'air, c'est-à-dire que le journaliste va offrir ses services. On lui fait dire ce qu'on veut. Parfois, j'ai vécu des cas où le papier que signe le journaliste n'est même pas de lui. On lui tend un papier, il signe en bas et puis on lui donne dix mille CFA (10.000 CFA ou 15 Euros) et puis c'est tout.

Les hommes politiques comme les cadres de l'administration ont besoin de se faire mousser, les journalistes ont besoin d'argent. Les deux se

rencontrent. C'est la plus mauvaise chose qui soit arrivée à l'information au Mali.

La sécurité des journalistes a beaucoup changé. Avant, il n'y avait aucune capacité de protéger les journalistes mais maintenant il y a quand même un statut de journaliste, le corps des journalistes en tant que syndicat et autres associations existent. Il y a des canaux par lesquels le journaliste peut passer pour se faire entendre s'il est accusé. De mon temps, ça n'existait pas, bien sûr.

Maintenant, la presse est libre mais la presse doit se défendre elle-même. Il faut que le journaliste suive, dans tous les cas, les règles élémentaires du métier – j'ai une information, je ne la balance pas comme ça, je la recoupe alors je vais jusqu'à la vérité... Si votre vérité est inattaquable, vous êtes à l'abri. Et puis il y a la solidarité du corps qui est là. Je l'ai vu ces dernières années dans quelques cas. Le journaliste est protégé comme n'importe quel citoyen. Il ne doit pas sortir du cadre de la loi. Je note avec regret que les conditions de vie sont très précaires pour les journalistes aujourd'hui. Ce ne sont pas des jeunes qui peuvent faire carrière, épouser une femme, avoir des enfants et vivre décemment.

Vous savez qu'il y a des titres qui ne sortent que lorsqu'il y a un peu d'argent. Franchement, c'est une situation très aléatoire, mais qu'est-ce que vous voulez dans un pays où le taux de chômage est très élevé ? C'est extrêmement aléatoire, vexant et même humiliant pour un journaliste.

Si, fort de votre expérience, il vous était donné de prodiguer des recommandations salvatrices à la génération actuelle de journalistes, que lui diriez-vous ?

La nouvelle génération est composée d'autant d'individus. Vous ne pouvez pas demander la même conduite à quelqu'un qui vit avec cent mille francs CFA (100.000F CFA soit 150 euros) qu'à quelqu'un d'autre qui n'a que quinze mille francs CFA (15000F CFA soit 23 Euros) ! C'est une question de tempérament mais aussi une question de positionnement dans le tissu social. Celui qui fait du journalisme parce qu'il en a la passion et parce que ça lui rapporte assez pour vivre et celui qui ne vit

que des miettes qu'on lui donne parce qu'il a fait un papier que le rédacteur en chef a accepté, ce n'est pas la même chose.

Donc il ne faut pas donner les mêmes conseils. J'ai vu quelques cas où des journalistes avec qui j'ai travaillé moi-même dans le temps sont devenus des magnats de la presse. Ils gagnent des millions et ne donnent rien aux autres. Ils deviennent riches. Je crois que le journalisme leur sert seulement de couverture.

Le conseil que je peux donner à un jeune journaliste, c'est vraiment d'être en paix avec sa conscience. C'est la première des choses. Je considère que le journalisme est le meilleur des métiers. J'accorde une très grande importance à l'essor de ses acteurs.

Prenant en compte les mutations des médias et des sociétés, comment entrevoyez-vous le journalisme dans les prochaines années ?

Au milieu des 1970s, j'ai eu la chance de faire partie de la commission MacBride, un ancien premier ministre d'Irlande à qui l'UNESCO avait confié la mission de définir dans les vingt, trente prochaines années, quelle serait la place de la presse.

J'ai travaillé dans cette commission qui pendant deux ou trois ans est arrivée à la conclusion que l'information dans les vingt prochaines années (c'est vrai qu'il y a plus de trente ans de cela maintenant) devrait être le principal levier de nos sociétés. C'est arrivé. J'étais sceptique à l'époque en me demandant comment, dans vingt ans, l'information allait devenir ce qu'elle est aujourd'hui. Et après... la commission disait qu'après l'information, ce serait au tour du divertissement et de la culture.

Maintenant, dans les vingt prochaines années, je ne sais pas, c'est assez difficile à dire. On avait prévu, par exemple, la disparition du papier journal, puisque tout le monde aurait le moyen de suivre en temps réel telle ou telle activité sur son smartphone ou autre appareil. Mais je vois quand même, malgré tout ça, que la presse écrite se maintient sur papier.



Souleymane Diallo
Guinée

**« La corruption a fait des ravages
énormes dans les médias »**

Qui est donc ...Souleymane Diallo ?

« La plume ou rien » pourrait être le titre de l'œuvre que constitue sa vie. Pionnier de la presse satyrique en Guinée, journaliste pur jus, Souleymane Diallo est un nom dont la seule évocation dans le milieu invite au sourire, ce sourire admirateur qu'on ne dévoile que pour les grands hommes. C'est en 1990 qu'il met sur pied un journal d'informations générales, avant de lancer deux ans plus tard un hebdomadaire satirique indépendant, Le Lynx, ainsi qu'une maison d'édition.

L'actualité dévoilée, revue, décortiquée, sur fond d'humour, ne laisse personne indifférent, et rehausse l'initiateur, face à tous les régimes, des plus durs aux moins violents.

Souleymane Diallo a connu des débuts difficiles avec à peine le cinquième des tirages vendus lors des premières parutions. Mais deux ans après le lancement, c'est l'explosion : les lecteurs se l'arrachent, et les gouvernants s'arrachent les auteurs à travers des procès sans fin.

La persévérance face à la pression politique et la qualité des publications valent au Lynx de nombreuses reconnaissances à l'international tandis que l'institution – c'est ce qu'il est devenu – s'enrichit en ressources humaines, tout en s'agrandissant avec un hebdomadaire et une radio, Lynx FM, en 1996.



Quelle était la réaction de votre entourage, proche et lointain, face à votre choix de métier – critique ou encourageante ?

Mon entourage m'a toujours suivi. Mais à un moment donné, le frère de mon épouse m'a demandé d'abandonner le journalisme parce que cela ne m'apportait que de la prison et du mépris. C'est la seule objection que j'aie eue. Le journalisme ne m'a pas apporté de l'argent mais beaucoup d'estime et beaucoup d'amitié. La première fois en prison, on m'a demandé 2000 dollars de caution pour avoir la liberté provisoire. Les citoyens ordinaires ont cotisé pour la moitié et l'autre moitié, c'est un ami qui a payé. Je n'avais pas un sou. C'était sous le régime de Lansana Conté. Je signale que je préfère vivre la prison de Lansana Conté que de vivre la liberté d'Alpha Condé.

L'idée que vous vous faisiez de ce métier de journalisme s'est-elle confirmée au fil du temps ?

Mon seul bonheur aujourd'hui c'est que j'ai contribué à l'information du public et ce n'est jamais associé à l'argent. Donc, pour moi, c'est une réussite. Quant à ce que le journalisme nourrisse

son homme, c'est une autre paire de manches mais je n'ai aucun regret.

Au cours de votre carrière, comment aviez-vous réussi à ne pas succomber aux pressions politiques ?

Peut-être que je l'ai fait, mais jusqu'à preuve du contraire, je crois que je ne me suis jamais laissé succomber aux pressions politiques. Cela m'a valu beaucoup d'amitié, beaucoup d'ennemis aussi.

Aviez-vous reçu des pressions des pouvoirs politiques ?

Au début, nous faisons partie de ceux qui avaient créé les premiers journaux indépendants du pays. Les autorités pensaient qu'un journal devrait être d'office rangé du côté du pouvoir. Mais quand elles ont vu le contraire, elles nous ont fait la guerre, la chasse à l'homme. On n'avait pas peur ; on ne courait pas et on était même perçu comme des fous. On a inculqué l'idée de la liberté de presse à tous les autres. Nous étions une équipe extrêmement déterminée. On était à un moment où tout le monde s'est levé pour exiger la liberté de presse. Je pense aux avocats, qui nous avaient soutenus lors de notre combat. C'est ainsi que la liberté de presse s'est installée en Guinée. Mais le Président actuel Alpha Condé veut tout faire pour la faire reculer. Il a réussi parce qu'il boude la presse privée, il boude la presse libre. On est marginalisé mais ce n'est pas notre affaire. Nous résistons et nous résisterons.

Cette pression politique se manifestait-elle par les emprisonnements, l'interdiction de votre journal ou la fermeture de vos locaux ?

On ne nous a jamais interdits de parution. Entretemps, on s'était battu pour les lois sur la liberté de presse. Il faut applaudir Conté qui a fermé notre journal par deux fois. Il faut l'applaudir parce que c'est sous Conté que nous avons eu les premières lois sur la liberté de la presse. C'est une loi dans laquelle le terme « liberté » apparaissait 2 fois contre 135 fois le terme « doit », « contraint » et « juger »

Pendant plus d'un quart de siècle, il n'y avait pas de loi sur la presse donc on était exposé tous les jours.

Par rapport aux pressions économiques, comment parveniez-vous à résister ?

Ah ! C'est la misère au quotidien. Vers la fin du mois, vous ne dormez pas mais il faut payer les gens. Et croyez-moi, ce n'est pas facile. Au Lynx, au départ, on n'avait pas de salaire parce qu'on n'avait demandé de l'argent ou de l'aide à personne. Nous dépensions ce que nous avions sans avoir de dette parce que nous n'acceptons pas les cadeaux non plus. Parce que les cadeaux arrivent le matin et la pression le soir. Nous refusons le cadeau pour pouvoir dire non à quiconque et à tout moment. C'est cela notre liberté. Notre indépendance au Lynx, ce n'était pas de critiquer le pouvoir le lundi et l'opposition le mardi. Nous suivons une ligne éditoriale qui colle à la loi. Nous ne nous écartons pas de la loi. Vous imaginez quelle efficacité vous pouvez avoir dans la misère. C'est extrêmement difficile. Nous n'avions pas besoin de pression économique parce que nous cherchions comment survivre sans nous aliéner, sans abdiquer. Toute la question est là. Nous survivons aujourd'hui, mais jusqu'à quand.

Quelle histoire inoubliable vous a marqué le plus au cours de votre carrière ?

(Sourire). Un fait négatif. Non pas les rédacteurs du Lynx mais les vendeurs. Nous avons commencé par former les vendeurs à la criée et les premières recettes qu'ils ont accumulées, ils en ont fait leur argent de transport et sont partis en Sierra Leone avec.

Quelle contribution significative pensez-vous avoir apporté au monde de la presse, du journalisme ?

J'en ai beaucoup apporté, parce qu'en tant que journalistes nous résistons, il faut résister. Et quand Lansana Conté est décédé, on a traversé une période de transition. J'étais au Conseil National de la Transition (CNT). Et j'ai dirigé la commission communication. Avec l'équipe mise en place nous avons décriminalisé les délits de presse. Nous avons révisé la loi avec laquelle Martine Condé, la présidente de la Haute Autorité de la Communication (HAC), essaie de nous frapper. Je ne sais pas jusqu'où nous irons mais nous résisterons toujours. On continue de malmenager les journalistes malgré tout. Mais nous continuerons de résister jusqu'à notre tombe.

Rien n'évolue sans difficultés, mais quelles sont celles qui vous ont éprouvé et qui ont failli vous détourner du journalisme ?

Aucune. Mais j'en ai eu beaucoup. Pendant quatre ans nous tirions le journal à l'étranger. On va à l'aéroport, on récupère le lot et on distribue à nos lecteurs. Un jour, le lot est arrivé, la police l'a confisqué et ils l'ont amené à Kinshasa, actuelle République Démocratique du Congo parce que c'était marqué sur le lot imprimé « Lynx immeuble Zaïre ». C'était juste un prétexte. Nous avons ramené l'imprimerie en Guinée et nous avons continué à exister et peut-être que nous existerons encore jusqu'au mois prochain.

Quel regard portez-vous sur le journalisme tel qu'il se pratique dans votre pays et sur notre continent actuellement, du point de vue de l'éthique et de la déontologie ?

Si vous continuez à porter votre regard sur le journalisme, vous risquez de perdre vos yeux parce que c'est la dégringolade. Au fur et à mesure que la corruption et la misère se développent en Guinée, on oublie les principes d'éthique et de déontologie.

La pratique du métier connaît un déclin inacceptable. Il y a un quart de siècle que nous commençons. C'est l'éthique, la déontologie, la formation qui caractérisaient les journaux. Aujourd'hui c'est la sortie du journal qui compte.

La corruption a fait des ravages énormes dans les médias. C'est elle qui fait vivre actuellement les journaux. Ce n'est pas de l'exagération ; la presse est très corrompue. Les médias sont très corrompus. Ça va mal à cause des intrigues politiques, à cause des lecteurs aussi. Quand quelqu'un est informé par Facebook, il est satisfait, alors que ce n'est pas une information triée, filtrée. C'est au journaliste de filtrer l'information et de fournir la bonne information au public. Internet fournit un flot d'information mais de quelle qualité ? Le lecteur s'en fout. Cela constitue un problème pour les médias.

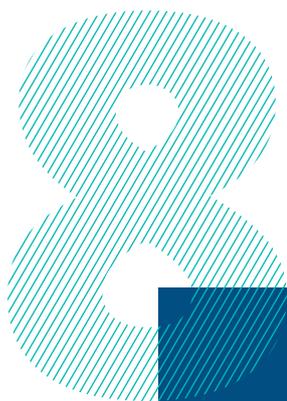
La sécurité du journaliste dépend de la nature du régime. Le régime d'Alpha Condé en Guinée n'aime pas les journalistes et il le dit lui-même.

Aujourd'hui, quelle est la contribution des journalistes à l'enracinement de la démocratie ?

Les journalistes sont les principaux ouvriers à l'enracinement de la démocratie en Guinée. On parle du quatrième pouvoir sans savoir pourquoi ! Mais le quatrième pouvoir n'existe que si les premier, deuxième et troisième pouvoirs se soucient de leur image par rapport au public. Aujourd'hui le politique se fiche pas mal du public. Or le journaliste est fort quand le respect du public est assuré. On ne peut pas se souiller quand on tient à préserver son image vis à vis du Hum ça, je ne sais pas. Franchement je ne sais pas ce que le journaliste lui-même va devenir dans 20 ans. On écrivait à la main ; maintenant l'ordinateur est venu nous aider. Avec les TIC, je ne sais où ça va. Bien malin qui pourra y répondre.

Si vous deviez prodiguer des conseils aux jeunes, que diriez-vous à la génération actuelle de journalistes ?

Je leur dirai d'aller à l'école ; de prendre des livres de grammaire pour lire afin de faire moins de fautes ; d'avoir un langage correct, d'avoir une pensée claire. Mais cela se forme. On se forme avec. Nous perdons nos habitudes de clarté, d'éthique et de déontologie. Je ne sais pas comment ils vont faire pour que l'argent ne domine pas. L'argent ne doit pas être le principal habitant de leur mémoire, de leur tête.



Souley Issiaka
Bénin

« Avec l'avènement du numérique, nous sommes obligés de repenser le rôle du journaliste »

Qui est donc ...Souley Issiaka ?

Reporter, producteur d'émission, rédacteur-en-chef, responsable des productions et des programmes à Radio Dahomey jusqu'en 1975, Souley Issiaka a ceci de particulier que non seulement il est un pionnier de la presse, mais en plus il est doté d'une ouverture et d'un angle de vue international particuliers.

Il fait partie des rares qui dans ces premières années des nations indépendantes au sud du Sahara, ont pu faire entendre leur voix via des médias occidentaux, tant les qualités journalistiques de l'homme étaient marquantes. Logique pour une passion renforcée par une formation journalistique suivie d'un diplôme de sociologie de l'information avec spécialisation en sémiologie.

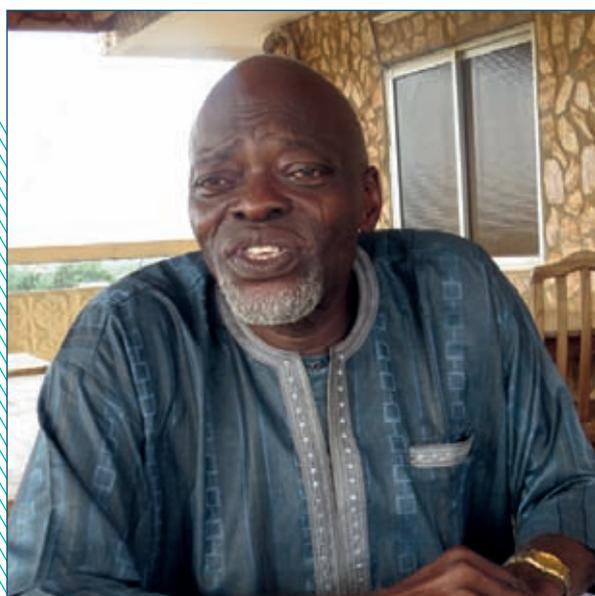
Souley sera la voix africaine majeure de Radio Nederland, éditorialiste, avant de rentrer servir l'organe dans sa terre natale, le Bénin. Une œuvre s'étendant sur des décennies qui lui vaut l'anoblissement par la reine des Pays-Bas.

Il continue de servir aujourd'hui son pays à travers son engagement acharné dans la formation, entre autres à travers la Radio-École APM (Association des professionnels pour la promotion des médias).

C'est un homme qui voit dans le journalisme un métier d'avenir, malgré les mutations de notre temps car pour lui, tout dépend de la capacité des professionnels à s'adapter aux innovations technologiques.

Le journalisme, c'était quoi pour vous au début, et pourquoi ?

J'aimais beaucoup lire, et nous faisons un petit club où, grâce à nos parents, nous pouvions avoir accès aux bandes dessinées qui étaient très culturelles à



l'époque, autant de choses qui vont faire que nous allions, dans un esprit mi-pagaille mi-passion, soit faire des reportages de matchs de football, soit écrire nos pensées du jour, soit écrire des phrases entre nous, etc.

Mais moi, en ce qui me concerne, j'ai un aspect éthique. Lorsque j'étais jeune, très jeune, mon père, qui ne voulait pas que j'aille jouer avec tout le monde, me faisait asseoir à côté de la radio. Je crois avoir déjà eu une radio pour moi à partir de quatre ou cinq ans. Et donc, j'écoutais beaucoup. Mais bizarrement, mon père pouvait revenir, et dire « qu'est-ce qu'il y a eu aujourd'hui dans le monde »? J'étais obligé de suivre pour pouvoir rendre compte. C'est la première chose, c'est là que je vais retrouver mon accoutumance à la radio. Et aussi à la musique. Il m'avait acheté d'abord un gramophone, et j'écoutais ses musiques à lui. Mais ma venue à la radio relevait tout simplement d'un défi. J'ai passé un concours de la fonction publique. On voulait seulement deux candidats par catégorie et je crois que nous étions quelques centaines.

Je savais que j'allais échouer parce que pour ce concours-là, il y avait beaucoup de gens de la radio déjà très bien connus ! Donc c'est ainsi que des centaines de candidats, on en a éliminé jusqu'à ce qu'il n'en reste que dix. Et ces dix-là devaient passer une épreuve orale. Parmi eux, il y en avait au moins sept qui étaient déjà des anciens de la radio. L'épreuve se déroulait à l'ancienne maison de la radio, eux ils étaient chez eux ! Ce qui fait que j'allais être le seul étranger admis à ce concours. Le premier jour où on m'a demandé de venir, on m'a mis automatiquement au micro. Parce qu'on n'avait pas pris de dispositions pour des stages ! Puisqu'on savait que nous ne pouvions passer toutes ces étapes-là et surtout l'oral, seuls ceux qui étaient déjà de la maison pouvaient passer. Donc c'est ainsi que j'ai eu la chance de très vite faire des exercices intensifs non pas comme exercices en tant que tels mais comme travail ! Après quelques années, j'aurai la possibilité de passer le concours de Paris, de l'école de journalisme, de radio et de télévision et là encore, je serai le seul du Dahomey, devenu le Bénin, à y être admis. C'est ainsi que je travaillerai jusqu'en 1975 où, avec les problèmes qu'il y aura à l'époque de la révolution marxiste, je serai d'abord perçu comme le défenseur de la liberté.

Aujourd'hui beaucoup plus, l'opinion publique sent une sorte d'effritement du modèle de la presse de service public. Pensez-vous que ce soit le fait du pouvoir politique dans nos pays africains ?

C'est d'abord le manque d'initiative et le manque de maîtrise du métier. Les gens rêvent le métier. Ils ne le pensent pas. Ils ne le voient qu'à travers l'auréole. C'est un métier qui mérite d'être pensé et maintenant, plus qu'avant ! Les gens sont rentrés dans le métier par effraction, ont occupé les postes de réflexion alors qu'ils manquent de capacité de réflexion. Qui, aujourd'hui, peut dire ce que sera le journalisme demain ? Nous devons encore y penser. Nous devons aider à le mettre en place, aider à faire accepter nos idées par notre audience. Sinon, nous allons être obsolètes très vite du fait même de la meilleure maîtrise de la technologie par la cible.

Aujourd'hui, avec la montée de la rumeur parfois orchestrée pour davantage manipuler notre existence, est-ce que

vous y voyez une crise ?

C'est une crise morale. Ce n'est pas la crise de l'information. C'est une crise morale parce que, n'oubliez pas, ce que vous venez de dire montre d'ailleurs que c'est fait à bon escient et à dessein. Ce qui fait que c'est l'utilisation que l'on fait de la technologie et non la technologie elle-même qui est en cause ! Tout le monde sait très bien qu'il y avait eu en Russie, dans les pays communistes, des bureaux créés uniquement pour utiliser la rumeur et on a vu comment les Russes l'ont utilisée dans les dernières élections qui ont amené Donald Trump au pouvoir ! Il y a toujours eu des fausses nouvelles. C'est tout simplement leur amplification aujourd'hui par la technologie. Donc le journaliste qui saura prendre des précautions dans le traitement des informations va diminuer l'impact des fausses nouvelles. Et là encore, on fait appel au savoir-faire ; c'est la compétence.

Le journaliste peut-il encore se prévaloir de ce mandat d'être le seul informateur crédible ?

Non, c'est nous-mêmes qui nous l'octroyons ! La preuve, le public nous a montré que ce n'était pas un mandat en tant que tel et que nous n'avons pas le privilège de l'information. Avec mes étudiants, j'insiste beaucoup sur l'article 19 de la Déclaration universelle des droits de l'homme qui dit que tout individu a droit à l'information. Attention, il a droit à exprimer son opinion, à la répandre, à collecter l'information, mais de là à la diffuser sous toutes les formes et à n'importe quel endroit... Dieu du ciel, que permet aujourd'hui l'Internet ? Que permettent aujourd'hui les réseaux sociaux ?

L'article 19 s'affine aujourd'hui. Est-ce qu'il diminue les prérogatives outrancières que les journalistes s'accordaient ?

Ils ne sont plus les maîtres de la collecte, ils ne sont plus les maîtres du traitement, ils ne sont plus les maîtres de la diffusion ni encore les maîtres des structures de ces diffusions-là. Donc on est obligé de repenser le rôle du journalisme dans la société.

Est-ce que vous voyez aujourd'hui le journaliste survivre la transition ?

C'est la transition qui s'impose à nous ! Excusez-

moi. Puisque c'est une transition que je vous ai dite multidisciplinaire. Il faut de la sociologie, il faut de l'économie, il faut la maîtrise de la technologie. N'oubliez pas qu'avec le numérique, on sera capable en moins de deux heures après la diffusion d'une émission, de savoir combien de personnes ont écouté et combien de minutes on a écouté ! Mais c'est un bouleversement pour des gens comme nous, car les annonceurs ont besoin de ces données pour se positionner, ce qui veut dire que ce n'est même pas nous ! C'est ceux qui vont dicter la capacité de rentabilité de notre entreprise de presse. La technologie leur donne les instruments capables de leur fournir les mesures et puis vous aussi vous les avez immédiatement.

La transition dont nous parlons est une transition révolutionnaire. Ce qui veut dire que je ne mise pas sur des journalistes tels qu'on les connaît maintenant. Je leur donne entre dix et vingt ans au maximum pour exister comme ils existent encore actuellement.

A quoi peut-on donc reconnaître un bon journaliste aujourd'hui ?

Le fait d'avoir fait cinq ou sept années de médecine ne fait pas de vous un bon médecin. Et le médecin qui saura être à l'écoute du patient, le médecin qui considérera le patient avant de considérer ses revenus, ceux que lui apporte le patient, sera toujours gratifié. Non seulement par le fait qu'il a fait son métier, qu'il a suivi les règles du métier, mais surtout gratifié par la reconnaissance du public. Vous savez, je vous dis que le pluralisme est synonyme de baisse de qualité, ce qui signifie que ce n'est pas seulement au niveau de la pratique du journalisme ; c'est également au niveau de la formation. J'ai eu la chance de passer ces dix dernières années dans la formation. Et ce que je peux vous dire, c'est d'abord que les étudiants viennent au journalisme attirés par l'auréole du métier et le rôle que le métier a joué dans le passé et qui le suit encore jusqu'à présent. Je suis obligé, pour les étudiants de première année, de les forcer à lire un livre qui n'a rien à voir avec le journalisme, peut-être à cause du français, peut-être à cause de la grammaire. Ça c'est la première chose. La deuxième chose, le gars qui a ouvert une radio commerciale, il aurait pu ouvrir une boutique ou un supermarché. Lui, il est venu faire

du fric ; ne lui demandez pas de l'éthique et de la déontologie, tout ce que vous dites ! Par exemple, selon l'éthique et la déontologie, que nous devons respecter puisque nous travaillons en service public je vous donne un simple exemple : s'il y a un incendie ou bien une inondation quelque part ou bien une épidémie, c'est prioritaire avant toute chose ; mais si la radio de service public, la radio communautaire, la radio locale va respecter cette priorité, personne ne doit obliger la radio commerciale à le faire, puisque le gars qui a ouvert la station avait bien déclaré : « je viens faire du commerce ». Et donc c'est ainsi qu'il va dire, « tel fabricant de bière ou tel fabricant de produits me donne pour ce moment-là tel contrat. Excusez-moi, je dois d'abord remplir le contrat. Je verrai après... ». On voit la même chose au niveau des écoles de formation ! Les écoles de formation de journalisme qui sont là, etc. Si vous regardez très bien vous constaterez toujours que ce sont les étudiants qui sont passés par le circuit universitaire qui auront moins de déchets dans leur groupe que ceux qui proviennent des autres institutions, qui elles, sont là d'abord pour faire de l'argent.

En France, dans les années 60, la rédaction de la télévision nationale et de la radio nationale étaient obligées de soumettre les titres et le contenu du journal à un ministre qui était le ministre de l'Information. C'était perfide. On vous enseigne cela lorsque vous faites « Histoire de l'information » à l'université Paris II ! Chez nous, les formations sont galvaudées parce qu'on ne veut pas investir dedans, c'est la première chose ; la deuxième chose c'est qu'on ne dit pas la vérité, on porte au pinacle l'éthique et la déontologie avec beaucoup de trémolo dans la voix alors qu'en fait, l'éthique et la déontologie, c'est d'abord la ligne éditoriale ! La ligne éditoriale vous oblige à savoir faire usage de l'éthique et de la déontologie à votre niveau personnel.



Dorothee Dolibe Tabiou
épouse Ibrahima

Togo

« La seule et unique chose que moi j'ai refusé de sacrifier, de brader, c'est mon intégrité. »

Qui est donc ...Dorothee Dolibe Tabiou épouse Ibrahima ?

Dorothee Dolibe Tabiou épouse Ibrahima, durant trois décennies, a marqué de sa pugnacité la presse togolaise. Une presse jeune, qui se cherchait, comme la jeune brave sortie du Centre Universitaire d'Enseignement du Journalisme (CUEJ) de Strasbourg munie d'un DESS en Information et Communication.

Dans les dédales de la presse audiovisuelle de son pays, celle qui assez tôt, à une époque où les droits des femmes et des filles ne font pas la une, a compris qu'elle avait autant de compétences que ses congénères de sexe masculin. Elle se lancera dans un cursus où se mêlent études de langue anglaise, sociologie, psychologie. C'est en 1992 que la Télévision Togolaise (TVT) l'accueille pour un stage qui sera le tremplin vers les sommets. Toutefois, la jeune femme garde sa lucidité : « Si l'on n'y prend garde, on oublie qu'il y a toujours des choix à faire et des limites à ne pas franchir ». Elle s'accrochera ainsi à son intégrité, 26 années durant, au travers des reportages puis de la présentation du journal télévisé et d'autres programmes de la chaîne, sous la coupe d'anciens journalistes de renom.

Si Dorothee a tiré aujourd'hui avantage de ses années passées au service du journalisme et en partie de la littérature, en se retrouvant Chargée de l'Information et de la Communication à la Cour des Comptes du Togo, elle continue de se délecter des souvenirs d'une passion haletante qui a fait d'elle un point de repère pour les journalistes togolais de la nouvelle génération, hommes comme femmes.



Vivre du journalisme au quotidien cela a-t-il demandé des sacrifices ? Si oui, lesquels ?

Oh que OUI. Ce métier fabuleux qu'est le journalisme requiert un total don de soi si on l'embrasse. Et quand à son tour la Communication vous embrasse, la passion devient telle que si l'on n'y prend garde, on oublie qu'il y a toujours des choix à faire et des limites à ne pas franchir.

Professionnellement en tant que femme dans le journalisme et la communication, il faut un dépassement de soi, aller au-delà de ses limites de femme, se redécouvrir soi-même, devenir un « Homme » et savoir faire des choix qui s'imposent à vous des fois. C'est la seule manière de se garantir une vie professionnelle réussie et pérenne.

Pour l'homme comme pour la femme, il faut se bâtir une personnalité, se singulariser positivement, s'imposer par son image et son aura professionnel, avoir un impact positif sur les gens, ne pas avoir la grosse tête. Là le sacrifice n'est plus

pesant ; vu le résultat, on se dit que cela en valait la peine.

En tant que bon journaliste, on sacrifie presque tout, son temps, ses forces, ses efforts, ses expériences, ses plus belles années, sa vie de famille, sa vie de couple, et même son argent, surtout ici en Afrique. Mais la seule et unique chose que moi j'ai refusé de sacrifier, de brader, c'est mon intégrité. C'est ça qui me vaut, jusqu'aujourd'hui, après 26 années de journalisme, toutes les confiances renouvelées.

L'idée que vous vous faisiez de ce métier que vous alliez exercer pendant toute votre vie s'est-elle vérifiée ou s'est-elle contredite ?

L'idée que je me faisais s'est non seulement vérifiée mais renforcée. La réalité du journalisme et de la communication était au-delà de mes espérances et j'ai adoré. Je ne regrette aucunement d'avoir choisi ce métier que j'exerce toujours.

Votre accointance avec le monde politique en tant que journaliste vous a-t-elle laissé le choix de résister ou de succomber à la pression ?

Le monde du journalisme, le monde de la communication est un monde de pression énorme et permanente. Pression personnelle sur soi pour se surpasser et réussir, pression du monde politique surtout et, enfin, pression liée à votre ligne éditoriale, à l'objectivité, à l'impartialité dans le traitement de l'information, au droit de réserve et au secret professionnel.

Ma foi, par contre, m'a aidée à évoluer dans ce monde sans trop de problèmes et sans perdre mes repères et mes valeurs. Les prières au quotidien et les actions de grâce m'ont permis de tenir le coup et de toujours voir la lueur d'espoir chaque fois que je devais faire face à « l'impossible ».

Quelle contribution significative ou quel impact pensez-vous avoir apporté au monde du journalisme ?

Je n'en sais rien. Lorsqu'on évolue dans le monde médiatique surtout dans l'audiovisuel, toutes les rencontres, toutes les actions sont de l'ordre « du donner et du recevoir ». Moi, quand les personnes

que je ne connais pas (jeunes, adultes, vieux, femmes et hommes) me disent, quel que soit le lieu du hasard de la rencontre, « merci de nous avoir bercés par ta voix, merci pour tout ce que tu fais à la TVT », je me dis que j'ai gagné à être tant aimée des populations.

Rien n'évoluant sans difficultés, quelles sont celles qui vous ont éprouvée et qui ont peut-être failli vous détourner du journalisme ?

Lorsque j'ai commencé mon stage à la TVT, j'ai compris que rien ne pourra me détourner du journalisme et de la communication. Toutes autres propositions avaient essuyé un refus de ma part. J'ai fait le choix de me marier. Mais j'avoue que conjuguer la profession de journaliste avec la vie de couple, la vie de famille, élever et éduquer deux enfants, comme ce fut mon cas, n'est pas facile, mais cela ne m'a pas empêché d'aimer encore plus mon métier. Il m'arrivait d'assister aux conférences de rédaction mon petit bébé au dos. En 2003, j'ai finalisé l'aménagement de la salle d'archivage numérique mon bébé au dos. Le tout premier environnement de mon enfant en dehors de notre maison a été celui de l'informatique et du numérique. Un monde d'ordinateurs, de serveurs et de câbles. Aujourd'hui à 15 ans, mon fils ne rêve que du numérique et de la haute technologie.

Quel regard portez-vous sur le journalisme tel qu'il se pratique dans votre pays et sur notre continent actuellement ?

En ce qui concerne l'éthique et la déontologie du journaliste il faut noter que le cadre juridique existe et c'est une très bonne chose car il encadre la profession. Les documents sont accessibles, tous les journalistes en ont une copie, c'est un outil de travail. Nous devons tous l'adopter en tant que journalistes et faire nôtres tous les principes. Aujourd'hui avec la floraison des médias sociaux, la compétence des journalistes laisse un peu à désirer. Nous devons tous savoir que pour être compétent il faut apprendre, il faut se former et aujourd'hui les possibilités existent.

Par rapport à la question de la sécurité, je peux dire que le journalisme est un métier dangereux en période de guerre, de conflits, en période

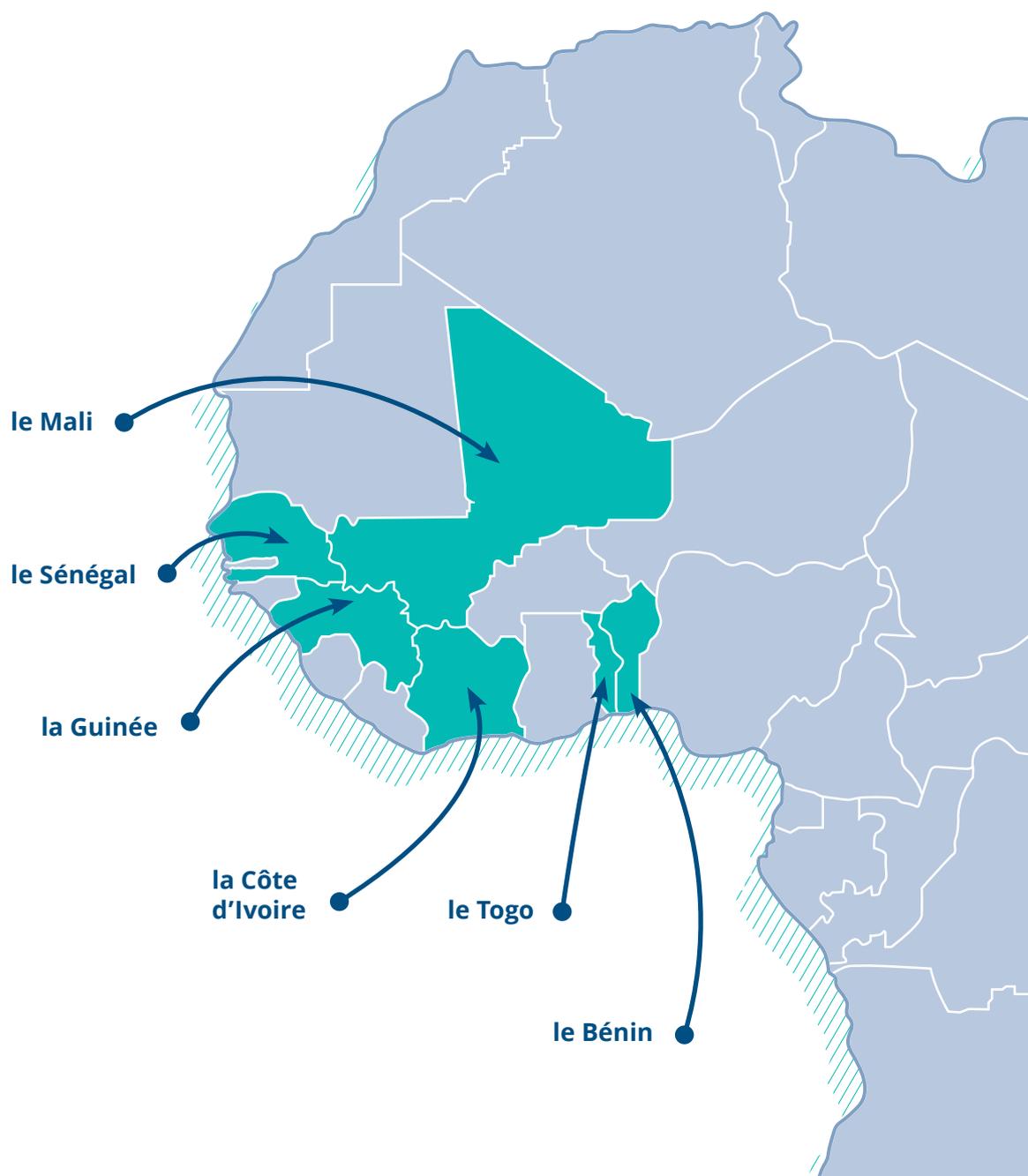
électorale surtout en Afrique et surtout quand on est un journaliste d'investigation. Dans ces cas, le journaliste doit connaître les textes en vigueur, la loi selon les cas de figure, et savoir où se situe la ligne rouge.

Enfin je voudrais dire qu'au-delà de son rôle d'informer et de diffuser l'information, le journaliste doit, à travers son professionnalisme, ses émissions, son savoir-faire et son savoir-être, pouvoir faire de la pédagogie et contribuer à éduquer et à sensibiliser les populations sur :

- › le civisme, le respect de l'autre et du bien public,
- › la connaissance de ses droits et devoirs,
- › la reddition des comptes,
- › la bonne gouvernance à tous les niveaux de la société.

Prenant en compte les mutations des médias et des sociétés, comment entrevoyez-vous le journalisme d'ici quelques années ?

Les médias sont et demeureront le 4ème pouvoir. Nous vivons l'ère de l'information avec le boom des Technologies de l'Information et de la Communication, et donc le journaliste aura toujours sa place dans ce monde. L'évolution de la technologie va peut-être donner d'autres orientations au journalisme. Les supports de communication et de travail évolueront, changeront peut-être, mais le journaliste ou le communicateur sera toujours recherché pour ses compétences.





Programme Média de KAS pour l'Afrique subsaharienne
60 Hume Road
Dunkeld 2196
République d'Afrique du Sud

P O Box 55012, Northlands 2116
République d'Afrique du Sud
Tél: +27 (0)11 214 2900
Fax: +27 (0)11 214 2913/4

Site internet : www.kas.de/mediaafrica

www.facebook.com/KasMediaAfrica 

www.twitter.com/KasMedia 

 **KONRAD
ADENAUER
STIFTUNG**